

L'une des principales causes de la violence sociale

Édition du Centre - ISSN IIII - 0074



LES ALGÉRIENS, DE NOUVEAU, APPELÉS À MANIFESTER VENDREDI

L'épreuve de vérité

● Les Algériens ont été de nouveau appelés à manifester demain à travers l'ensemble du territoire national. Jugé « crucial » par plusieurs acteurs politiques, le rendez-vous alimente depuis plusieurs jours les discussions des citoyens.

PAGE 5

DÉCLARATION DE POLITIQUE GÉNÉRALE DU GOUVERNEMENT

Les tirs nourris de l'opposition

● Les débats autour de la déclaration de politique générale du gouvernement ont été une opportunité majeure pour l'opposition parlementaire pour tirer à boulets rouges sur l'exécutif et le système politique en général, réitérant sa revendication du départ de ce dernier.

PAGE 4



DJILALI SOUFIANE :

«La marche de vendredi sera celle de l'unité»

PAGE 5

Photo : Samir Sid

IL TRANCHERA DÉFINITIVEMENT SA DÉCISION, DIMANCHE PROCHAIN

Ali Benflis maintient le suspense sur sa candidature

PAGE 4



APRÈS DEUX JOURS DE GRÈVE

Les syndicats de l'éducation n'enterrent pas la hache de guerre

PAGE 6

REMISES SUR RÉVISION *

DU 24 FÉVRIER AU 24 MARS 2019
Offre valable sur tout le réseau SOVAC

JUSQU'À 47%

SOVAC

*Offre valable pour tous les véhicules du groupe SOVAC.



Air de liberté

Un vieux pote qui a été de toutes les marches depuis l'indépendance, et qui porte une mémoire de vieux marcheur impavide, me disait hier qu'il n'avait jamais ressenti le même air de liberté par le passé. La marche du 22 qu'il a faite avec ses enfants et ses petits-enfants lui a redonné le goût de respirer fort et bien l'iode de la mer libérée. C'est déjà magnifique.

A. T.

digoutagesoir@yahoo.fr

Message «revisité»

Si le JT du 20 h de l'ENTV de mardi a complètement ignoré le message du chef de l'état-major de l'ANP, hier, mercredi, la Radio Chaîne 3 n'a pas omis de signaler ce message, même s'il a été un peu «revisité».

ALERTE

L'Association des diabétiques de la wilaya d'Alger vient de lancer une alerte sur sa page Facebook sur les lecteurs de glycémie. L'association estime que des lecteurs vendus en pharmacie ne sont pas fiables et constituent un danger pour la santé des malades diabétiques. L'on se demande où sont les services de contrôle.

APPEL À PROJETS

L'Agence thématique de recherche en science de la santé vient de lancer un appel à projets dans le cadre de création d'équipes mixtes sur la recherche en cancérologie pour l'année en cours.



Un jour, un sondage



Pensez-vous que la grève dans l'éducation est un échec?

OUI NON Sans opinion

Avez-vous été convaincu par le rapport présenté par Ouyahia devant l'APN?

Résultat

Oui :	Non :	Sans opinion :
4,25%	89,5%	6,25%

Le dessin de Karim



SOIT DIT EN PASSANT

Une Centrale et des paradoxes !

Elle n'a même plus rien d'étonnant la tendance à la complaisance à l'égard du système qui fait qu'en matière de renvoi d'ascenseur, ce dernier ferme les yeux sur certains écarts condamnables. Comment ignorer la remarquable bienveillance du secrétaire général de l'UGTA à l'égard du système au moment où la fièvre électorale s'empare de pans de plus en plus importants à travers le pays ? Il y a longtemps que plus personne, au sein de la Centrale syndicale, ne s'interroge sur l'intérêt des travailleurs ou enjoint à ces derniers, quand ils ne sont pas dans leur bon droit, de se calmer.

Il y a longtemps que l'on n'entend plus parler de luttes syndicales au sens militant du terme.

Il y a des syndicats qui se mettent volontiers sous la coupe des pouvoirs publics, il y a ceux qui offrent leurs services à des idéologies qui ne rechignent pas à la dépense quand il faut infiltrer jusqu'aux pensées intimes et orienter les comportements, et il y a ceux qui suivent alternativement les premiers et les seconds.

Sidi Saïd et ces syndicats autonomes, qui ne dépendent pas de lui et ne partagent pas les mêmes objectifs. Lui en tant que patron syndical qui aura mis son autre grain de sel dans le désintérêt des

Algériens pour la chose politique en dehors des périodes électorales. Ce que le système n'aurait réussi à obtenir qu'en partie. Et eux, des militants de causes pas toujours claires qui se sont émancipés d'une autorité centrale qui regroupait toutes les sensibilités et coiffait tous les combats.

«L'Etat a muselé l'UGTA, mais il a été incapable d'en faire un défenseur crédible de ses intérêts», m'affirmait pourtant un fonctionnaire fervent défenseur des quelques résistances au nivellement par le bas. Celles qui disent basta aux manigances et au clientélisme qui se sont, hélas, lentement mais sûrement érodées depuis l'assassinat de feu

Par Malika Boussof
malikaboussouf@yahoo.fr

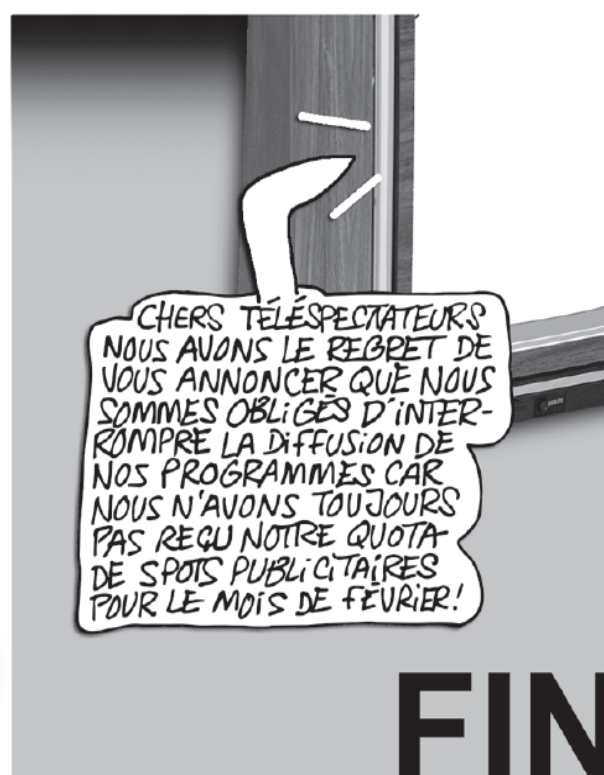


Abdelhak Benhamouda. Ceux qui troquent inlassablement un idéal contre un autre le savent, eux ! Ils ont eu, depuis, le loisir de confirmer le peu d'engouement pour la contestation dont on aura vite fait de calmer les ardeurs. Seul adversaire : les islamistes qui ne perdent jamais le cap.

M. B.

TÉLÉS POUBELLE

Jeudi 28 février 2019 - PAGE 3



FIN

CE MONDE QUI BOUGE

Ils ont voté en
marchant,
et maintenant ?

Quelle sera la réponse du pouvoir politique alors que le vendredi 1^{er} mars pour lequel l'appel est déjà en ligne, s'annonce aussi mobilisateur ? Faute d'espaces d'expression libre – ils ont été réduits à zéro depuis 1999 – le débat et l'envie d'exprimer tout haut son ressenti se sont déplacés dans la rue et sur les places publiques, après un détour par les stades de football où il est plus facile de fermer le son quand les matchs sont retransmis en direct par les quatre chaînes publiques.



Par Hassane Zerrouky
hzerrouky@hotmail.com

Il faut être aveugle pour croire à une manipulation, un «complot ourdi» comme on disait dans le bon vieux temps du parti unique, ce qu'évoquent avec nostalgie ceux qui ne voient pas que le monde a changé et que la génération actuelle ne comprend pas un traître mot à un discours hérité des années 60, époque où peu de foyers disposaient d'une ligne téléphonique.

Force est de constater que depuis le 22 février, la contestation citoyenne s'est élargie, elle a gagné pratiquement toutes les universités algériennes, tournant à la démonstration de force étudiante, et ce, sans compter le rassemblement des avocats, le sit-in des journalistes des médias publics et l'appel des universitaires algériens. Ça fait un peu beaucoup de monde quand même.

Pour l'heure, même si on a entendu scander «système dégage», c'est le «non au 5^e mandat» qui est le dénominateur commun des protestataires. Mais ça peut aller vite si le pouvoir politique persiste dans son déni de la réalité et n'offre pour seule réponse que le maintien de la candidature d'Abdelaziz Bouteflika lequel, selon Abdelmalek Sellal, ira déposer son dossier le 3 mars prochain, date-butoir prévue par la loi !

Les Algériens savent, par expérience, que les élections dans un système verrouillé n'ont pas pour fonction de sanctionner la gestion des gens qu'ils ont élus. Ces derniers, une fois élus, ne sont pas comptables auprès de leurs électeurs. Ça ne leur traverse même pas l'esprit car ça ne fait pas partie de leur background et de leur ADN politique. Pour eux, les élections sont une formalité qui n'a pour seule et unique fonction que de reconduire à l'infini le système politique actuel avec le même personnel politique.

L'heure est-elle donc encore à l'élection présidentielle ? L'Algérie n'est pas dans la même configuration socio-politique qu'en 2014 où le mouvement Barakat et Rachad (issu de l'ex-FIS) et l'opposition peinaient à mobiliser, aujourd'hui, la donne a changé. Les manifestations, aussi soudaines que massives ayant touché tout le pays, ont de fait rendu caduque la présidentielle du 18 avril. Maintenir quoi qu'il en coûte – c'est ce que beaucoup ont retenu du message de Abdelmalek Sellal – la candidature d'Abdelaziz Bouteflika malgré la gravité de son état de santé, en pariant sur un essoufflement des protestations, ne fera donc que reproduire l'impasse politique.

Que reste-t-il ? Faire peur, dans le but de forcer la main aux Algériens, en évoquant le spectre des «vendredis noirs» syriens où des Syriens manifestaient avec des emblèmes wahabites, scandant «Il n'y a de Dieu que Dieu et Bachar est l'ennemi de Dieu», d'un peuple déchiré par des rivalités ethnico-confessionnelles ! L'Algérie n'est pas dans ce cas de figure. Elle n'est pas non plus dans celui de janvier-avril 1992, période de sa «guerre des mosquées» à Alger et dans la plupart des grandes villes du pays. La «décennie noire» est passée par là. La leçon a été tirée. Et l'Algérie n'est pas non plus dans le cas du Venezuela comme l'évoquent certains médias français et algériens également.

Entre la tentation de passer en force, en maintenant les élections au 18 avril ou être à l'écoute du message exprimé pacifiquement et avec force par des centaines de milliers d'Algériens, le mieux serait de choisir la seconde solution et d'ouvrir le dialogue maintenant et non après le 18 avril, comme le propose Ahmed Ouyahia.

H. Z.

DÉCLARATION DE POLITIQUE GÉNÉRALE DU GOUVERNEMENT

Les tirs nourris de l'opposition

Les débats autour de la déclaration de politique générale du gouvernement ont été une opportunité majeure pour l'opposition parlementaire pour tirer à boulets rouges sur l'exécutif et le système politique en général, réitérant sa revendication du départ de ce dernier.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - C'était inévitable, les débats autour de la déclaration de politique générale du gouvernement, entamés lundi dernier pour se terminer hier mercredi, ont essentiellement tourné autour des manifestations populaires sans précédent contre le cinquième mandat et pour le changement du système politique, intervenues quelques jours seulement auparavant et qui se poursuivent avec un remake annoncé en grandeur nature pour demain vendredi.

Surtout que les déclarations d'Ahmed Ouyahia sur ces manifestations sont assimilées par l'opposition comme du «déli» et de «l'huile jetée sur le feu».

Le Premier ministre avait déclaré, en effet, que «la Constitution garantit aux Algériens le droit de manifester pacifiquement», louant, au passage, les mérites de la conférence nationale évoquée dans la lettre de candidature du président de la République Bouteflika comme réponse au changement demandé.



Ahmed Ouyahia.

Photo : Samir Sid

C'est ainsi que pour le groupe parlementaire du MSP, cette déclaration de politique générale du gouvernement, et de par son timing et surtout son contenu fait de bilan du président de la République depuis 1999 et les louanges faites à la continuité, procède d'une «campagne électorale anticipée» et de l'exploitation des institutions de l'Etat et de

leur partialité au profit d'un seul candidat, ce qui constitue une «transgression flagrante de la Constitution et des lois de la République».

Les députés du parti que préside Abderrezak Makri dénoncent, par ailleurs, les déclarations de Ouyahia qui a estimé que les manifestations pacifiques de ces derniers jours étaient d'inspiration anonyme, ce qu'ils qualifient de «légèreté» dans l'appréciation de cette contestation citoyenne, considérant cette déclaration «irresponsable à même de rajouter de la tension à une situation déjà explosive».

Pour leur part, les députés du PT, par la voix du chef de leur groupe, estiment que le pays est devant deux choix : «Soit la poursuite de la politique du fait accompli qui a conduit le pays à l'impasse qui est la sienne, soit répondre favorablement aux larges aspirations populaires» exprimées on ne peut plus clairement lors des manifestations de cette semaine.

Ceci, estime Djelloul Djoudi, en transitant vers un «système nouveau basé sur des institutions légitimes à même de sauvegarder la cohésion de la nation».

Pour le chef du groupe parlementaire du PT, on «ne peut indéfiniment ignorer la situation du pays et maquiller la réalité via des chiffres et des données qui n'ont aucune relation avec le vécu quotidien des Algériens».

Et de considérer que la crise du pays est «politique et est celle du système».

De son côté, le député indépendant, Khaled Tazaghart, a, dans une énième intervention en tamazight, plaidé pour le report des élections présidentielles à l'effet d'engager le pays sur la voie de la démocratie véritable à travers l'élection d'une Assemblée constituante avant la tenue d'élections générales.

M. K.

IL TRANCHERA DÉFINITIVEMENT SA DÉCISION, DIMANCHE PROCHAIN

Benflis maintient le suspense sur sa candidature

L'ancien chef de gouvernement, Ali Benflis, maintient le suspense jusqu'au bout, concernant sa candidature à la présidentielle du 18 avril prochain. Ce sera, ainsi, le dimanche 3 mars prochain, soit au dernier jour des délais fixés pour le dépôt des dossiers de candidature au niveau du Conseil constitutionnel, que la décision finale sera tranchée au cours d'une réunion extraordinaire du bureau politique du parti présidée par Benflis, Talaie El Hourriyet.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - C'est ce qu'a annoncé le parti, dans un communiqué rendu public, hier mercredi, à l'issue d'une réunion de son bureau politique. «Le comité central du parti ayant été empêché de se réunir suite au refus d'autorisation de la Wilaya d'Alger, le président du parti a engagé des consultations avec des membres de cette instance. Le bureau politique se réunira en session extraordinaire, le 3 mars prochain, pour prendre une décision sur la position du parti vis-à-vis de l'élection présidentielle, sur la base des résultats de ces consultations», y lit-on en substance.

Pour rappel, Talaie El Hourriyet devait réunir son comité central, aujourd'hui même, jeudi, à la mutualité de l'UGTA à Zeralda pour trancher cette même question de la présidentielle. Or, et contre toute attente, cette réunion a

été interdite — c'est le mot — par le ministère de l'Intérieur. Ce que le parti dénonce. «Talaie El Hourriyet a été empêché de tenir la réunion du comité central alors que des membres résidents à l'étranger et dans le Grand Sud étaient déjà à Alger», affirme le parti qui accuse clairement Nourredine Bédoui d'en être l'instigateur.

«Le parti rend responsable le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales du préjudice causé à un parti politique agréé. Il considère que le ministre s'est départi de sa qualité de ministre de la République qui lui impose la neutralité pour se mettre au service d'un candidat et des seuls partis politiques de l'Alliance présidentielle.»

Ceci étant, le parti de Benflis n'a pas manqué de revenir, longuement dans son communiqué d'hier, sur l'événement qui a marqué l'actua-

lité ces derniers jours, «à savoir, précise le parti, les marches de protestation populaires contre le régime politique en place et, plus particulièrement, contre le 5^e mandat, qui se déroulent aux quatre coins du pays, et dans plusieurs capitales à travers le monde, pratiquement deux semaines, particulièrement celles qui ont eu lieu le vendredi 22 février et le dimanche 24 février».

Le parti de Benflis affirme qu'il a «salué ces marches, éminemment politiques (...) ainsi que le degré élevé de discipline, de civisme, de maturité et de conscience politique des citoyens qui ne marchent pas pour dénoncer des pénuries d'eau ou d'électricité, ou pour protester contre le coût de la vie, mais bien pour dire leur ras-le-bol d'un pouvoir autoritaire illégitime qui les a longtemps méprisés».

Le parti dit également soutenir, «sans réserve, le droit constitutionnel des citoyens à manifester publiquement et pacifiquement leur opposition à une décision qu'ils ont ressentie comme une humiliation et une provocation, et dénonce ceux qui sont derrière cette décision irresponsable, plaçant leurs intérêts et privilèges

au-dessus de l'intérêt supérieur de la Nation, qui n'ont eu de respect ni pour la personne du Président malade lui-même, ni pour la Constitution et les lois de la République».

Dans le même sillage, le parti rend hommage à la communauté nationale à l'étranger. De même qu'il dit saluer «le rassemblement des avocats et celui des étudiants sortis en masse pour dénoncer le 5^e mandat, et l'attitude courageuse des journalistes de la Radio nationale (...) Les revendications des journalistes de la Radio nationale et de l'ENTV sont porteuses d'un espoir de changement dans les médias publics».

Enfin, Talaie El Hourriyet met en garde «contre la tentation de réprimer les manifestations prévues pour les prochains jours à travers tout le pays». A rappeler, par ailleurs, que, s'agissant d'une éventuelle candidature de Ali Benflis, le parti a, bien évidemment, pris les devants en procédant à la collecte des signatures, une simple formalité pour l'ancien chef de gouvernement qui, en 2004 et en 2014, était véritablement un sérieux rival pour le candidat du pouvoir.

K. A.

Constances

Le doute dans
les petits pasSlimane Laouari
laouarisliman@gmail.com

Le ton laborieusement enthousiaste et faussement déterminé d'Abdelmalek Sellal annonçant que le Président Abdelaziz Bouteflika déposerait sa candidature dimanche n'aura trompé personne. Tous ceux qui ont pu le voir et écouter y ont perçu plutôt l'inquiétude de quelqu'un qui est surpris que les choses ne se passent pas vraiment comme il en avait la certitude que la sérénité de celui qui est « sûr de son affaire ». Le directeur de campagne de Bouteflika n'est pas seul à suggérer le doute, il en est seulement l'expression la plus flagrante du fait qu'il soit le premier responsable de l'entreprise et celui qui porte sa parole. Dans sa réaction aux manifestations de vendredi passé, le Premier ministre en avait déjà livré la première esquisse. S'il est resté droit sur l'essentiel, il n'en a pas moins donné l'impression de manquer de conviction. Dans la réaffirmation de la candidature de Bouteflika mais aussi dans ce qu'il pensait concéder pour calmer la tempête. Les exigences en la matière étant au niveau où elles sont, on n'a pas prêté l'attention que cela mérite à un Ouyahia clamant le... droit de manifester légal et légitime ! S'en est suivie une succession de « petites choses » qui, additionnées, révèlent quelque cohérence dans le « dispositif » général. Les protestations des journalistes des médias publics tiennent déjà leur première victoire et quelques soutiens notoires commencent à raser les murs, en attendant la ruelle opportune pour tourner. Plus lourde de sens, la « mise en garde » contenue dans le discours de Gaïd Salah diffusée au JT de la journée par l'ENTV a été coupée au 20 heures. Et puis ce fait qui passe inaperçu : en dehors des bunkers d'états-majors qui doivent abriter un minimum de vie, où sont passées les divisions du régime qui, à la même date des autres mandats, seraient en train de parader, étendard au vent, les voix chaudes et les corps en délire ? On savait que le FLN, le RND, le MPA et TAJ avaient des clients à la place des militants, on découvre que les clients ne défendent même pas leur steak ! Il y a deux jours, sur un plateau de télévision, un « bonhomme », invité à un débat sur les sens des manifestations, acquiesçait quasiment à tout ce que disait le vis-à-vis, un député du MSP à qui il était censé porter la contradiction. Il a même apporté de l'eau à son moulin par endroits, alors que ses critiques envers le pouvoir étaient d'une rare virulence. Quelqu'un qui a pris l'antenne au milieu de la discussion n'aurait jamais imaginé que notre bonhomme était un député... du FLN ! Bien évidemment, on peut expliquer tout ça par des cafouillages dus à l'ampleur de la rébellion dont on n'avait pas prévu l'ampleur. Mais les « cafouillages » se ressemblent un peu trop pour ne pas avoir un sens. Il y a déjà le deuxième vendredi et dimanche pour plus de clarté.

S. L.

LES ALGÉRIENS DE NOUVEAU APPELÉS À MANIFESTER VENDREDI

L'épreuve de vérité

Les Algériens ont été de nouveau appelés à manifester demain à travers l'ensemble du territoire national. Jugé « crucial » par plusieurs acteurs politiques, le rendez-vous alimente depuis plusieurs jours les discussions des citoyens.

Abla Chérif - Alger (Le Soir) - Inévitablement, les « invitations » à sortir nombreux dans les rues du pays se multiplient sur les réseaux sociaux à la veille de l'évènement.

L'appel, pourtant anonyme cette fois encore, a trouvé grand écho chez les internautes. Sur Facebook, la mobilisation est de mise depuis un moment, mais elle semble déjà dépasser l'espace virtuel. « On se retrouvera le 1^{er} mars », lançaient plusieurs jeunes ce lundi lors de la dispersion du rassemblement auquel avait appelé Mouwatana. Plusieurs d'entre eux ignoraient tout de la situation qui se déroulait place Audin. « Je suis venu acheter des médicaments à ma mère souffrante », confie l'un d'eux, « je n'ai pas pu résister, ces slogans nous interpellent tous ». Très vite, ils se joignent au mouvement, crient avec les autres, puis se retirent moins d'une heure après en promettant de revenir vendredi 1^{er} mars. Ils ne sont pas les seuls.

A peine lancé, l'appel à rééditer l'exploit du 22 février dernier s'est répandu comme une traînée de poudre. Il a été aussi et surtout

entretenu par plusieurs acteurs politiques de l'opposition qui l'évoquent comme le point culminant de la contestation en cours depuis cette date. Louisa Hanoune, secrétaire générale du Parti des travailleurs (PT), a annoncé qu'elle sera présente en qualité de citoyenne ce jour-là. « Le vendredi 1^{er} mars pourrait être une journée charnière, a-t-elle déclaré à ce sujet, on verra ce qui va se passer et quels slogans seront scandés ».

Abderrezak Makri, président du MSP (Mouvement de la société pour la paix), a déjà pris part à la manifestation du vendredi passé, et laisse entendre qu'il se mêlera une nouvelle fois à la foule ce week-end. Opposés au processus électoral en cours, et au cinquième mandat plus particulièrement, d'autres partis, comme le RCD, ont laissé des centaines de leurs militants prendre part aux manifestations qui se sont déroulées.

Dans la foule, pas de distinction entre activistes et citoyens ordinaires, cependant. Depuis plus d'une semaine, des milliers de personnes se sont retrouvées ainsi,

sans couleur politique ni encadrement émanant d'un quelconque mouvement dans les rues du pays.

Le niveau de mobilisation sera-t-il maintenu ce vendredi ? Les Algériens seront-ils aussi nombreux à répondre à l'appel du 1^{er} mars ? Et si oui, les services de sécurité se contenteront-ils, encore une fois, d'encadrer les foules sans verser dans une grande répression ? Jusque-là, instruction semble avoir été donnée de ne pas réprimer au sens réel les manifestants.

Ce 22 février, les brigades anti-émeutes avaient visiblement uniquement l'ordre de disperser les manifestations et de les écarter en usant parfois de gaz lacrymogènes contre lesquels elles n'étaient pas elles-mêmes protégées.

Aux abords des zones sensibles, telles que la présidence de la République, où les citoyens ont tenté de se rendre, l'important dispositif mis sur place paraissait, par contre, faire montre d'une plus grande disposition à agir en cas de débordement.

Lundi dernier, le rassemblement organisé par Mouwatana s'est transformé en véritable manifestation à laquelle ont pris part de très nombreuses personnes non concernées au départ.

Dans un premier temps, les policiers ont tenté de faire échouer le mouvement en procédant à de très

nombreuses interpellations (plusieurs personnes âgées ont été embarquées) et en se livrant à des intimidations qui ont obtenu l'effet inverse que celui recherché.

Face à certaines images qu'ils ne supportaient pas, les curieux ont rejoint la masse contestataire et plus d'un millier de personnes se sont ainsi retrouvées à manifester au centre de la capitale. Débordées, les forces de l'ordre ont uniquement usé de gaz lacrymogènes pour disperser la foule.

Ce mardi, et peu de temps après la fin des marches organisées par les étudiants et lycéens, des affrontements ont eu lieu (au centre-ville toujours) entre des groupes de jeunes et des CRS. Dans l'ensemble, toutes les marches organisées à travers l'ensemble du pays se sont également déroulées sans incidents. Un appel au calme avait été lancé par les initiateurs de tous les mouvements en cours et toutes les personnalités politiques ont, elles aussi, mis en garde contre tout recours à la répression.

Une fois de plus, les auteurs de l'appel du 1^{er} mars ont insisté sur le caractère pacifique que doit revêtir la protestation ce vendredi, une journée spéciale durant laquelle tout un chacun pourra surtout juger du degré de la contestation en cours.

A. C.

DJILALI SOUFIANE :

«La marche de vendredi sera celle de l'unité»

Le mouvement Mouwatana appelle à renforcer les rangs des manifestants, demain. Son premier responsable dit s'attendre à une participation encore plus importante de citoyens refusant la candidature du Président en exercice. Pour Djilali Soufiane, l'heure est à une large concertation entre partis politiques et société civile pour maintenir intacte la pression de la rue.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - La mobilisation citoyenne contre le cinquième mandat du Président en exercice sera encore plus importante demain. C'est le coordinateur national du mouvement Mouwatana qui l'affirme.

Pour Soufiane Djilali, il s'agira de « la marche de l'unité » à laquelle son mouvement appelle à prendre part massivement au-delà des clivages pour, dit-il, dire « non à l'humilia-

tion ». Comment explique-t-il cet élan à travers de nombreuses villes du pays ?

Pour Djilali Soufiane, il existe une seule explication : le ras-le-bol. Il estime, en effet, qu'« après de longues années d'humiliation où les Algériens ont espéré un changement lors de cette présidentielle, l'annonce de ce cinquième mandat a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase, cela a permis de libérer une énergie qui a été accumulée durant de longues années », dit-il, ajoutant que « l'image d'un Président impotent, devenu la risée du monde, a profondément blessé les Algériens et tout le monde s'attendait à un retrait quelque peu honorable à l'occasion de cette présidentielle, malheureusement, ce pouvoir a démontré l'ampleur de sa cupidité, de son amour du pouvoir et cela n'a pas été supportable pour les Algériens », et d'ajouter qu'« il est clair que l'ensemble de la population refuse profondément cette humiliation. Il fallait s'attendre à cette réaction en dépit des menaces du Premier ministre et du chef de l'état-major qui sont devenus des figures représentant le bou-

clier de Bouteflika et les Algériens veulent leur départ à tous ».

Comment rentabiliser cette dynamique ? Djilali Soufiane répond : « Nous allons pas à pas. Nous allons demander aux partis qui ont des députés de se retirer. Il n'est pas admissible d'avoir un double langage, de se dire opposé au pouvoir et de continuer à être de son côté pour des raisons stratégiques. C'est le moment de démissionner et de se ranger auprès du peuple. C'est un premier pas, il faut que ce gouvernement s'en aille, ensuite, il faudrait que la classe politique et la société civile puissent se concerter pour la suite parce qu'il faut qu'il y ait une suite ».

Interrogé sur la réaction de l'exécutif au grondement de la rue, le coordinateur de Mouwatana répond qu'« ils ont mal au ventre, ils n'entendent rien, Bouteflika encore moins. Ils sont tétanisés par la peur, ils doivent quitter le pouvoir et pour le moment, ils ne le comprennent pas ».

N. I.

SMAÏL LALMAS CONCERNANT LES MARCHES PACIFIQUES :

«Il faut répondre oui aux Algériens»

Les manifestations que connaît notre pays ces derniers jours sont « un signe de bonne santé de la société », selon l'économiste Smaïl Lalmas qui a ajouté qu'il « faut profiter de cette dynamique pour mettre en place un nouveau modèle économique ». Pour lui, les marches des Algériens constituent « une belle image de civisme et de maturité » et que « cette belle dynamique, il ne faut pas la casser ».

M. Lalmas, membre de l'atelier contre la hargha organisé par le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, s'est exprimé hier sur la Chaîne 3 de la Radio nationale, estimant que les revendications des jeunes notamment étaient « très claires » mais le pouvoir « reste sourd ». « Il faut entamer un dialogue avec les manifestants et répondre oui aux

Algériens », a-t-il précisé avant de s'adonner au décryptage de la situation de la jeunesse en Algérie et au phénomène de la hargha.

L'intervenant a insisté sur l'échec de la politique menée actuellement par les pouvoirs publics en matière de mécanismes d'emploi où, selon lui, des milliards ont été injectés pour rien d'où le choix privilégié vers l'exil.

Lalmas situe les responsabilités des uns et des autres car, selon ses propos, ces dispositifs d'insertion tels que l'Ansej, l'Angem, etc. sont bénéfiques mais souffrent en aparté de dysfonctionnements pour la simple raison qu'ils ne sont pas adaptés pour chaque profil de chaque demandeur d'emploi.

L'urgence serait de proposer un autre dispositif pour éviter le refoulement de l'aide de l'Etat pour d'autres jeunes porteurs de projets qui ne sont pas reconnus.

Toutefois, il faut tenir compte de ces jeunes, les cibler en priorité et ensuite tenir compte de leurs besoins pour leur insertion dans les circuits de production des richesses pour résorber le chômage et bannir la discrimination

grâce à la libération de notre économie. Il souhaite mettre un observatoire pour inciter les jeunes à une large adhésion. Pour lui, il s'agit d'un mécanisme d'anticipation pour signaler les faiblesses dans les dispositifs dédiés aux jeunes. A cet effet, il faut assurer une meilleure communication et cerner ces jeunes pour les accompagner grâce à des programmes spécifiques et efficaces.

Il est aussi important de lancer des discussions autour des activités de proximité et de médiation à mettre en œuvre pour soutenir les citoyens et en particulier les jeunes. « Il faut accrocher les jeunes et rétablir la confiance à travers des gens crédibles », a-t-il insisté.

Ilhem Tir

APRÈS DEUX JOURS DE GRÈVE

Les syndicats de l'éducation
n'enterrent pas la hache de guerre

Fin hier des deux jours de grève dans les écoles initiés par le Collectif des syndicats autonomes avec un taux de suivi de plus de 69% au niveau national, selon les chiffres des syndicats. Des rassemblements ont été également organisés dans les wilayas de Blida, Relizane, Laghouat et Batna. Les cours vont reprendre aujourd'hui, cependant, la hache de guerre n'est encore pas enterrée. Les syndicats vont se réunir au cours de la semaine prochaine pour décider de la suite à donner à leur mouvement. Ils menacent de hausser le ton et de paralyser les établissements scolaires en l'absence de réponses à leurs revendications.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Hier encore, les établissements scolaires étaient paralysés, au deuxième et dernier jour de grève auquel a appelé le Collectif des syndicats autonomes. Selon les chiffres

des syndicats, le taux de suivi au niveau national était de 69,24%. Retour à la normale donc aujourd'hui avec la reprise des cours. Cependant, la menace sur le deuxième trimestre n'est pas encore levée.



Nouria Benghabrit.

Les syndicats menacent de poursuivre la protestation jusqu'à satisfaction de leur plateforme de revendications. Et jusqu'à présent, les deux rounds de négociations lancés par la tutelle étaient un échec.

Pour les syndicats, «c'est un dialogue de sourds». Pis, selon eux, le ministère de l'Éducation n'a affiché aucune volonté de régler les problèmes posés et veut seulement gagner du temps à travers «des réunions de négociations qui n'aboutissent à rien». «D'accord, la ministre dit que le problème de retraite anticipée et du pouvoir d'achat n'est pas de ses prérogatives, mais le problème, elle n'a même pas réglé les dos-

siers qui relèvent de ses prérogatives pour nous montrer qu'elle a vraiment une volonté de dénouer la crise, donc les réunions auxquelles ils nous appellent, ce n'est que de la poudre aux yeux pour tromper l'opinion publique», a déclaré Boualem Amoura, SG du Satef.

Messaoud Boudiba, chargé de la communication au Cnapeste, a indiqué que le Collectif compte aller au bout de ses revendications. Les six syndicats, dit-il, ont déjà établi un programme pour aller crescendo dans la protestation.

Les menaces de la tutelle et ses pressions pour casser la grève, affirment-ils, «ne vont rien changer à

notre détermination pour arracher nos droits légitimes».

Les syndicats ont, en effet, déclaré que «la ministre de l'Éducation nationale a adressé des instructions aux directeurs de l'éducation des wilayas de casser la grève, en menaçant et en terrorisant les fonctionnaires et les enseignants, on a même exercé des pressions, puisque la ministre de l'Éducation a demandé aux inspecteurs d'organiser des rencontres pédagogiques durant les journées de grève et elle a demandé aux directeurs des établissements de remplacer des enseignants grévistes et ne pas libérer les élèves mais malgré toutes ces entraves, les fonctionnaires et les enseignants ont largement répondu à la grève pour défendre leurs droits légitimes».

Pour rappel, il s'agit du second mouvement de protestation des syndicats depuis le 21 janvier dernier. Les six syndicats vont se réunir en début de semaine pour décider de la suite de leur mouvement. «Nous allons nous réunir et décider des perspectives au cas où le ministère ne réagit pas», a déclaré M. Amoura, qui a souligné que la décision de justice déclarant hier leur mouvement illégal «est une entrave à l'exercice syndical».

S. A.

Un taux de suivi de 7,58%,
selon le ministère

Le taux de suivi de la grève à laquelle avait appelé le Collectif des syndicats autonomes du secteur de l'Éducation nationale avait atteint, mardi, 7,58% à l'échelle nationale, selon les chiffres avancés, mercredi, par le ministère. Les grévistes étaient pour la plupart des enseignants, avec un taux d'adhésion de 10,45%, contre un taux de suivi de 1,46% pour les administrateurs, ajoute la même source.

Le taux de suivi de ce mouvement de débrayage était respectivement de 9,38% pour le primaire, 10,30% pour le moyen et 12,76% pour le secondaire, précise le communiqué.

ÉNERGIE

Accord entre Sonelgaz et un groupe mauritanien
pour des projets communs

Un protocole d'accord entre Sonelgaz et le groupe mauritanien HB a été signé mercredi à Alger pour la réalisation conjointe de projets énergétiques et la commercialisation d'équipements électriques algériens en Mauritanie et d'autres pays africains.

Ce document a été paraphé par le P-dg du groupe Sonelgaz, Mohamed Arkab, et celui de HB, Hamadi Bouchraya.

A travers ce protocole d'accord, les deux groupes algérien et mauritanien confirment leur intention de réaliser un partenariat durable permettant à leurs filiales de prendre en charge, conjointement, sous forme de groupements ou de sous-traitance, des ouvrages de transport et de distribution d'électricité et du

gaz en Mauritanie et dans d'autres pays d'Afrique. Il permettra aussi aux filiales du groupe Sonelgaz, qui activent dans la production industrielle, d'exporter leurs produits (équipements et matériels) vers la Mauritanie et d'autres pays du continent, selon les explications données lors de la cérémonie de signature. Le groupe Sonelgaz comprend, entre autres, trois filiales de fabrication d'équipements et cinq autres dédiées aux travaux.

Le partenariat envisagé consiste en l'implantation du groupe Sonelgaz en Mauritanie à travers la création de plusieurs groupements d'entreprises avec les sociétés relevant du groupe mauritanien HB.

Ces groupements de droit mauritanien assureront aussi le transfert de savoir-faire de Sonelgaz (formation, encadrement...).

L'accord prévoit également d'assurer un stock minimum de sécurité des produits fabriqués par les filiales de Sonelgaz pour satisfaire la demande d'approvisionnement immédiat des clients futurs dans le cadre des exporta-

tions. Selon M. Arkab, le groupe Sonelgaz va offrir à la Mauritanie, dont le réseau électrique et gazier est actuellement en pleine expansion, «une qualité supérieure et des prix compétitifs pour ses produits (câbles, accessoires, moteurs, pylônes...) et les projets réalisés en commun».

«Notre objectif est d'ouvrir des perspectives de partenariat à long terme, qui peuvent aller au-delà des frontières mauritaniennes en commençant par le Mali et le Sénégal», a indiqué le même responsable.

Ce partenariat s'étendra également à l'étude, l'engineering, la gestion et l'exploitation des projets, a-t-il précisé.

Pour sa part, le P-dg de HB a considéré qu'il s'agit d'un accord avec un partenaire (Sonelgaz) «solide» et un «allié» capable d'accompagner ce groupe mauritanien dans des projets de développement en Mauritanie et dans d'autres pays en Afrique.

«Nous avons opté pour Sonelgaz parce que nous ne voulons pas d'opérateurs étran-

gers qui viennent vendre ou construire puis partir, mais plutôt des partenaires véritables qui nous transmettent leur expertise et savoir-faire», a soutenu M. Bouchraya.

Il a appelé, par ailleurs, à réunir toutes les conditions nécessaires pour la réussite de ce partenariat notamment en matière de procédures administratives et bancaires.

Présent à cette cérémonie, le président de la Chambre mauritanienne de commerce et d'industrie, Ahmed Baba El Aya, a souligné que la signature de ce document s'inscrit dans le cadre de la relance des relations économiques algéro-mauritaniennes, qui connaissent depuis 2018 un dynamisme inédit.

«Nous voulons construire un partenariat fort avec un opérateur de renommée comme Sonelgaz qui fabrique une grande partie des intrants qu'il utilise dans ses projets», a-t-il avancé. Le groupe HB est un opérateur leader sur le marché mauritanien dans divers domaines notamment l'électricité industrielle, les travaux publics, la logistique et le transit.

Précisions de
Badr' Eddine Mili

«Dans la 6e partie de l'étude sur les partis dirigeants algériens parue le 27 février 2019 dans les colonnes du Soir d'Algérie, deux dates et le nom d'un membre des instances du RND ont été omis. Les lecteurs sont priés de tenir compte de ce que :

1- Le RND a été créé le 21 février 1997 et a obtenu aux élections législatives de juin 156 sièges sur 380.

2 - La Conférence nationale de l'entente fut réunie, en septembre 1996, donc, après l'élection présidentielle de novembre 1995 et non avant.

3- Abdelkader Bensalah, président du CNT, fut désigné membre du Conseil national du parti au même titre que ceux cités dans un des paragraphes du texte.

Dont acte.»

La Commission en charge de l'élaboration de la liste des métiers pénibles en Algérie tranchera définitivement ce dossier «à la prochaine rentrée sociale», a indiqué, mercredi, à l'APS le Secrétaire national chargé des relations extérieures à l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), Salah Adjabi.

La Commission en charge de l'élaboration de la liste des métiers pénibles, composée de plusieurs parties (gouvernement, patronat, UGTA), «est en phase d'examen de ce dossier et tranchera à la prochaine rentrée sociale», a fait

savoir M. Adjabi en marge du 13^e congrès de l'Union de wilaya de l'UGTA à Blida.

Soulignant que l'UGTA a désigné, pour sa part, un groupe de travail composé de médecins et de spécialistes, il a précisé que «le

dossier est fin prêt et il ne reste plus qu'à tenir une rencontre avec les autres parties pour présenter et définir la liste finale des métiers pénibles», permettant aux concernés de faire prévaloir leur droit à la retraite proportionnelle.

Lors du congrès de wilaya, il a été procédé à l'élection de Kheroufi Kaddour, Secrétaire général de wilaya, en sus de l'élection des membres du Comité exécutif de wilaya qui compte 43 membres, en plus des 5 membres du Secrétariat de wilaya, et ce,

après la présentation des rapports financier et moral et du bilan d'activités du précédent mandat.

Par ailleurs, le Secrétaire national chargé de l'organisation à la Centrale syndicale, Saqr Slimane, a réitéré la position de soutien de l'UGTA à un 5^e mandat du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, qui est, a-t-il soutenu, «l'homme qui a apporté la sécurité, la réconciliation, le développement économique et dont les réalisations sont innombrables».

APS

MOSTAGANEM

Avancée notable dans la mise en place du réseau de fibre optique

Le directeur d'Algérie Télécom de la wilaya de Mostaganem, lors d'une conférence de presse effectuée au niveau de ses bureaux, a annoncé que plus de 40 642 abonnés sont enregistrés à l'internet haut débit filaire (ADSL) au 31 décembre 2018.

La 4 G LTE, Algérie Télécom enregistre 24 928 clients comptés en 2018 avec un taux de couverture de 79% et ce, grâce à l'implantation de 52 stations qui permet la couverture en zone rurale.

Concernant la fibre optique (FTPH), la wilaya de Mostaganem est considérée comme wilaya-pilote pour les ouvrages d'amébiées soit 1 879 équipements raccordant 188 clients. Le bilan a révélé que la fibre optique a connu une nette

évolution dans la wilaya avec un réseau atteignant les quelque 1 270 km. Il y a lieu de signaler que de nouveaux équipements avec de nouvelles technologies sont installés et ciblent la fibre optique à domicile.

Un système qui vise à garantir la modernisation de la desserte Télécom. Algérie Télécom vient d'entreprendre la réhabilitation et l'assainissement de 41 réseaux défectueux. Le directeur de wilaya n'a pas omis de citer un chiffre éloquent traduisant l'effort de



fixe et 215 autres branchés à l'internet, soit une couverture globale de 77%. Le directeur a tenu à marquer la volonté de l'Etat à vulgariser au maximum les TIC en milieu éducatif surtout dans les zones rurales.

Un programme de formation continue au profit des agents du service technique est dispensé par des organismes du secteur relevant de la compétence de cette entreprise. Par ailleurs les nouveaux logements construits bénéficieront de connexion moderne avec le système FTTH qui permet d'obtenir de meilleures performances en termes de stabilité.

A. Bensadok

cette entreprise pour améliorer les prestations de service de toute la clientèle. Algérie Télécom oriente sa stratégie

notamment vers les services publics. L'éducation nationale est dotée de 593 établissements scolaires raccordés au téléphone

Photos: DR

BRÈVES DE AÏN-TÉMOUCHENT

15 000 familles concernées par le budget solidarité

Le secteur de l'Action sociale de la wilaya de Aïn-Témouchent a lancé les préparatifs relatifs à la solidarité durant le mois de Ramadhan, puisqu'il a consacré un montant financier de 94 millions de dinars dont 13 millions de dinars attribués par le ministère de tutelle, et 15 millions de dinars du budget de la wilaya.

M. Bouzada Nour-Eddine, directeur de la DAS, dira en ce sens que les communes ont consacré 65 millions de DA, la nouveauté de cette année c'est que le couffin de Ramadhan a été remplacé par une attribution financière de 6 000 dinars sans que les concernés présentent un dossier comportant la non-affiliation à la Cnas ou Casnos, ce qui a un peu perturbé les bénéficiaires.

Il conclut que 15 775 familles bénéficieront de cette aide à travers le versement du montant précité dans leurs comptes postaux avant le début du mois sacré.

S. B.

20 milliards pour le centre d'enfouissement technique de Sidi Ouriache

La commune de Sidi Ouriache, rattachée administrativement à la daïra de Oulhaça, a bénéficié d'un projet d'enfouissement technique d'une valeur globale de 20 milliards de centimes puisés du fonds des collectivités locales.

Le projet en question devra alléger un peu la pression qui pèse sur la commune et même la daïra du fait que les ordures ménagères de la commune sont évacuées sur une distante longue de 30 kilomètres vers Sidi Safi, avec tout ce que cela engendre comme matériel usé par les navettes quotidiennes des camions et tracteurs.

Selon M. Benfethi, président de l'APC de Sidi Ouriache, les travaux de réalisation du projet seront lancés dès que les mesures administratives seront achevées.

S. B.

TIPASA

Évaluation des programmes de développement 2018

Lors de la réunion de l'exécutif de janvier 2019 et dans le cadre du suivi des programmes de développement (PSD et PCD), il a été noté au titre de 2017, 10 opérations d'individualisations (hydraulique et santé) et 372 modifications (avenants, suivi, parties conditionnelles) et 143 opérations clôturées qui ont été enregistrées, soit un taux de consommation de 69% d'une valeur de 11,162 milliards de dinars.

Ainsi, dans le cadre du PSD, il est évalué au titre des reliquats des crédits de paiement arrêtés au 31 décembre 2017 pour un montant global de 4 111 milliards de dinars, comprenant 943 millions de dinars pour l'enseignement supérieur, 892 millions pour l'éducation, 523 millions au titre de la santé, 286 millions au titre de l'aménagement urbain, 235 millions pour les logements, 165 millions pour les ports, 142 millions pour la justice et l'hydraulique.

Il a été révélé, par ailleurs, que l'utilisation de ces reliquats a été reconduit dans les dotations de l'année 2018. S'agissant du programme 2018, il a été procédé à l'inscription de 35 opérations totalisant des autorisations de programmes (AP) de 3 662 900 000 dinars (3,7 milliards de dinars), dont 3 opérations au titre de l'agriculture d'une AP de 2 180 400 000 dinars (2,2 milliards de dinars).

Il convient de noter, par ailleurs, 2 opérations au titre des infrastructures économiques et administratives

représentant 720 000 000 de dinars, ainsi que 27 opérations au titre de l'éducation et de la formation représentant 672 500 000 de dinars auxquelles s'ajoutent 3 opérations au titre des infrastructures socioculturelles représentant 90 000 000 dinars. L'ensemble représente une AP globale au titre de 2018 de 6,6 milliards de dinars, basée sur un crédit de paiement de 13,129 milliards de dinars. S'agissant des activités des plans sectoriels de développement pour 2018, il a été noté 24 opérations d'individualisations dont 4 opérations pour



l'hydraulique, représentant 4 320 000 de dinars 3 opérations publiques représentant un montant de 1 020 000 de dinars, ainsi que 11 opérations pour l'éducation d'un montant de 453 000 dinars, cela sans omettre 4 opérations de la santé pour 120 000 000 dinars, l'ensemble représentant 24 opérations

d'une valeur de 6 065 000 dinars. Nous avons appris, par ailleurs, qu'il y a eu 40 opérations concernées par les réévaluations pour 2018, représentant 2 911 550 000 dinars. Quant aux individualisations, il a été noté 173 opérations pour 2018, représentant 1 576 931 000 dinars.

Houari Larbi

RELIZANE

Saisie d'un kg de résine de cannabis, et cinq individus mis en détention provisoire

Le procureur de la République près le tribunal de Relizane a ordonné la mise en détention provisoire de cinq présumés malfaiteurs pour détention et commercialisation de résine de cannabis, selon le chargé de la cellule de communication près de la Direction de la Sûreté de wilaya de Relizane.

Les faits de cette affaire remontent à hier quand des informations parvenues aux services de sécurité faisant

état de la présence de malfaiteurs qui écoulaient de la drogue au milieu de la jeunesse à Relizane.

Aussitôt, les éléments de la brigade anti-stups ont effectué une descente en ville et ont pu appréhender cinq mis en cause dans cette affaire avec en leur possession un kilogramme de résine de cannabis, ajoute ledit communiqué.

A. Rahmane

VIOLENCE ÉDUCATIVE

L'une des principales

Par Belkacem Lalaoui

«Les yeux et les oreilles sont pour les hommes de piètres témoins s'ils ont des âmes qui n'en comprennent le langage.»

(Héraclite)

Dans cette contribution, il s'agit de tracer quelques pistes de réflexion sur la violence éducative en Algérie, qui n'est qu'un aspect de la violence sociale. La violence éducative (une violence de l'éducation que l'on oublie souvent) doit être prise en compte lorsque l'on traite ou l'on veut traiter de la violence humaine, car il est possible qu'elle soit une des principales causes de celle-ci. Insidieuse, elle s'infiltré dans les pratiques professionnelles pensées, au départ, autour de l'enfant. Elle est d'autant plus insidieuse qu'elle n'est pas considérée comme une maltraitance. Et, pourtant, elle fait des ravages. Elle accentue la rupture des jeunes avec l'école et la société, empêche le processus d'adoucissement des mœurs de se réaliser et peut même l'inverser. Thème récurrent de psychologie et de sociologie par excellence, la violence éducative est un vocable qui

Thème récurrent de psychologie et de sociologie par excellence, la violence éducative est un vocable qui garde toujours quelque chose d'imprécis et d'ambigu pour la communauté éducative. Fondée sur la domination psychique ou physique de l'enseignant pour faire obéir les élèves, elle est susceptible d'entraîner la terreur ou la souffrance morale. Sous l'alibi généreux d'accélérer l'assimilation des connaissances chez l'élève, elle se déroule dans un «espace clos», dans ce grand moule social de l'Etat qu'est l'école où l'on est censé forger une nouvelle pâte humaine.

garde toujours quelque chose d'imprécis et d'ambigu pour la communauté éducative.

Fondée sur la domination psychique ou physique de l'enseignant pour faire obéir les élèves, elle est susceptible d'entraîner la terreur ou la souffrance morale. Sous l'alibi généreux d'accélérer l'assimilation des connaissances chez l'élève, elle se déroule dans un «espace clos», dans ce grand moule social de l'Etat qu'est l'école où l'on est censé forger une nouvelle pâte humaine. Multiforme, elle désigne à la fois les violences entre les personnes, mais aussi la violence de l'institution éducative elle-même. Muette et quotidienne, elle marque à vie ceux qui la subissent.

Lorsqu'elle est maintenue à un haut niveau dans un pays, elle permet de démasquer les tensions institutionnelles propres à l'école, ainsi que les imperfections du système éducatif qui l'engendre. De nombreux travaux ont montré, en effet, comment les méthodes d'éducation pratiquées, les relations au sein des équipes éducatives, la formation des enseignants et les conditions de travail des établissements scolaires peuvent favoriser ou non le déclenchement de la violence éducative. Ces travaux ont mis en relief, précisément, l'impact de la violence éducative sur le psychisme de l'enfant, avec des comportements d'anxiété, d'instabilité, d'agressivité et de violence, aux effets négatifs certains. Traversée par de nombreux enjeux sociaux, culturels et politiques, l'école algérienne est questionnée aujourd'hui dans sa visée d'institution éducative.

Pour faire un état des lieux, différentes méthodes ont été utilisées par de nombreux chercheurs dans le monde : observation sur le terrain, entretiens avec les équipes pédagogiques, études des rapports d'incidents, recensement des faits

rapportés par les enseignants. De ces résultats, et pour ne prendre qu'un exemple, on a observé que les écoliers n'ont pas souvent conscience d'être violents lorsqu'ils utilisent un langage insultant, les injures ou la bagarre.

Les actes de violence verbale ou physique sont, pour eux, des modes normaux de communication pour régler les conflits. Il en est de même pour les règlements de compte individuels ou en groupe qui ont lieu, surtout, en dehors de l'espace scolaire et opposent les garçons entre eux. Toutes ces violences sont la résultante des tensions institutionnelles propres à la société qui viennent se déverser au sein de l'école. Elles sont considérées comme un symptôme du «mal-être» social et culturel.

Violence éducative et système éducatif oppressif

La violence éducative trouve ses sources dans le dysfonctionnement d'un système éducatif oppressif qui ne permet pas aux élèves d'être pris en charge de manière satisfaisante. Des études américaines montrent que la violence éducative

enseignants qui empêche leur émergence, leur développement et leur épanouissement. Pour s'en tenir à un exemple élémentaire, la capacité relationnelle «imitation» constitue le fondement de tous les apprentissages scolaires. Ses bases neurologiques, pour le chercheur italien Rizzolatti, reposent sur une catégorie de neurones qu'il appelle les neurones miroirs, qui enregistrent tous les comportements que l'œil perçoit et préparent le cerveau à les reproduire. Autrement dit, quand un enfant voit une personne insulter ou frapper, la première chose que ses neurones lui apprennent, c'est d'insulter ou de frapper.

Concernant la capacité relationnelle «altruisme spontané», des chercheurs allemands ont mis en lumière l'étonnante prédisposition naturelle des enfants à faire preuve très tôt d'altruisme spontané, c'est-à-dire d'un acte d'engagement unilatéral pour porter secours à l'autre. Pour la qualité relationnelle «empathie», on a observé que la manière dont on répond à un enfant ou à un jeune crée tout de suite de l'ouverture ou de la fermeture chez lui.

L'écoute empathique des enseignants et des éducateurs joue un rôle important dans la relation pédagogique. En effet, l'empathie avec ses deux composantes émotionnelle et cognitive est une force qui pousse au lien social. Dans de nombreux pays, elle est enseignée et mise en pratique dans ses diverses dimensions, dès la maternelle, pour lutter contre la violence.

L'empathie est le frein le plus efficace à la violence éducative. Le problème qui se pose au système éducatif algérien, c'est comment développer toutes ces «capacités relationnelles» pour mieux prendre en compte les besoins de l'enfant, prévenir la violence éducative et favoriser la disponibilité à l'apprentissage des connaissances et des règles sociales.

C'est là le défi majeur auquel l'école algérienne est aujourd'hui confrontée. Car, jusqu'à ce jour, elle reste enfermée dans une sorte de «nid d'aigle» du haut duquel elle considère que personne sur Terre n'a le droit de la critiquer. Les vérités pédagogiques sur lesquelles elle repose vont de soi. Elles sont indiscutables et immuables. C'est une école qui n'est pas ouverte au dialogue et à la concertation et ce, depuis des décennies. Or, pour un grand nombre d'élèves, l'école est devenue une «fatigante corvée». Ils

L'empathie est le frein le plus efficace à la violence éducative. Le problème qui se pose au système éducatif algérien, c'est comment développer toutes ces «capacités relationnelles» pour mieux prendre en compte les besoins de l'enfant, prévenir la violence éducative et favoriser la disponibilité à l'apprentissage des connaissances et des règles sociales. C'est là le défi majeur auquel l'école algérienne est aujourd'hui confrontée. Car, jusqu'à ce jour, elle reste enfermée dans une sorte de «nid d'aigle» du haut duquel elle considère que personne sur Terre n'a le droit de la critiquer.

apprennent, dans un langage qui n'est pas le leur, la méfiance envers les mérites des ancêtres, les livres et les activités culturelles en général.

L'école algérienne est aujourd'hui sous les feux des projecteurs. Si elle veut combattre la violence éducative, elle n'a pas d'autre choix que d'encourager la pratique de certaines activités culturelles qui développent la tolérance et la solidarité : les deux sources éternelles du penchant au bien et du vivre-ensemble. L'enseignement systématique de ces deux valeurs éducatives dotera l'enfant d'une structure psycho-

logique et morale, qui constituera par la suite le noyau de tous ses comportements ultérieurs. Elles développeront, chez lui, la capacité d'aimer la vie.

L'absence d'une éducation à la tolérance

Il règne au sein de la société algérienne une «intolérance généralisée», qui rend tout dialogue particulièrement difficile, voire impossible. Ce n'est plus une société patriotique, autrement dit un lieu de l'engagement en faveur de la réalisation d'objectifs communs. Par les idées, les mœurs, les coutumes, les valeurs, les institutions et la culture qu'elle projette ; c'est une société qui a fermé l'espace public de la discussion et du débat autour du bien et du mal, du vrai et du faux, du juste et de l'injuste au profit de la rupture ou du seul rapport de force. Or, comme beaucoup d'auteurs éclairés l'ont montré, la tolérance est conçue comme découlant de la capacité naturelle de tout homme de discerner le bien du mal, le vrai du faux, le juste de l'injuste, de sorte que nul ne peut se penser détenteur d'une vérité absolue qui pourrait être imposée aux autres. En restreignant le débat dans l'espace public au plus grand nombre et en limitant l'usage public de la raison dans la pratique sociale quotidienne, certaines instances institutionnelles publiques et privées ont élevé l'intolérance en loi politique.

Cette attitude, avant tout absolutiste, a conduit à la démolition de l'espace public, au manque de participation sociale et politique de l'individu et au mauvais fonctionnement de la «société civile». Ce qui a généré un autisme social de grande ampleur, où la valeur de tolérance a fortement périclité. Si bien qu'aujourd'hui, chaque Algérien s'est réfugié en son propre «Blick» à lui : une vision morcelée du réel social, une sorte de prisme déformant au travers duquel il interprète tout.

Le potentiel émancipateur de la tolérance pose clairement le rôle de la discussion, tant dans l'espace public que privé, dans le processus d'intégration démocratique. Fondée sur la notion de la justice naturelle, du dialogue et du respect mutuel, la tolérance c'est «la liberté d'avoir une opinion divergente de celle de mon voisin et de pouvoir l'exprimer».

Reconnaître l'autre considéré comme mon semblable, admettre qu'il peut être différent de nous en le respectant, c'est là le fondement même de la tolérance. Dans une discussion libre et égale, «chaque citoyen doit respecter l'autre comme son égal du point de vue juridique et politique malgré les divergences d'ordre éthique et/ou religieuse qui les séparent».

Les sentiments de tolérance, en se développant à la base, font disparaître le fanatisme, la superstition, l'idolâtrie, la mystification et les tromperies de certains maîtres à penser politiques ou religieux dans les relations entre les hommes.

EN ALGÉRIE

causes de la violence sociale

La véritable tolérance s'apparente à un long travail complexe et incessant que les hommes doivent accomplir sur eux-mêmes afin de maintenir et développer, autant qu'il est possible, les conditions de leur propre humanité. Pour les théoriciens de l'École de Frankfurt (Habermas, Honneth, Wellmer, Forst, etc.), la tolérance constitue une sorte de morale élémentaire selon laquelle nous reconnaissons automatiquement autrui

C'est dans cette optique que certains éducateurs estiment aujourd'hui que la pratique de la tolérance suppose un apprentissage de la tolérance, qui doit débiter à l'école. En effet, l'école est le creuset où l'on crée les liens de tolérance entre les jeunes gens dans leur quête de perfection et où on élabore un « langage commun » dans lequel il est possible de s'entendre, afin de faire sens sur des valeurs communes.

comme être humain, c'est-à-dire comme personne autonome face à laquelle nous agissons de manière normative. Cette forme de tolérance n'est aucunement issue de la réflexion, mais est quasi automatique. Même sous sa forme la plus élémentaire et spontanée, elle constitue une première étape nécessaire vers le respect mutuel, qui est censé permettre une vie commune et harmonieuse. Elle suppose une reconnaissance véritable d'autrui comme un autre moi-même, autrement dit comme un être rationnel capable de penser par lui-même. En effet, pour les penseurs contemporains de l'école francfortoise, la tolérance n'est pas une instance abstraite que l'on impose à la société des gens « d'en bas », autrement dit une tolérance octroyée et hautaine : bien au contraire, elle est le centre de la discussion entre citoyens, et suppose une relation de reconnaissance d'autrui comme un être autonome ayant ses propres caractéristiques et ses propres raisons. Relevant d'un équilibre fragile qui lui vaut son double sens, à la fois négatif et positif, elle est considérée comme répressive et discriminatoire ; quand elle dissimule des relations injustes de pouvoir et de domination en neutralisant les oppositions et les conflits.

Dans ces conditions, la tolérance est considérée par le théoricien politique allemand Rainer Forst comme l'instrument même du pouvoir : «... Je considère que les formes de la tolérance sont "répressives" lorsqu'elles pérennisent des relations de pouvoir injustifiables en contraignant les dominés à accepter leur position inférieure.» Cette forme de tolérance développe, chez les dominés, la haine réactive, la rage, le ressentiment, le mépris et la révolte possible. C'est une forme de tolérance passive que l'on peut assimiler à une indifférence vis-à-vis d'autrui, qui produit tout autant l'inclusion que l'exclusion, et peut être retirée à tout moment. En ce sens, elle relève de l'arbitraire : celui qui tolère pourrait tout aussi bien ne pas le faire.

Cette forme de tolérance est soupçonnée de dissimuler des intérêts particuliers ; elle permet surtout à une classe, politique ou économique, d'asseoir sa domination. La question fondamentale qui se pose est de savoir qui, ou plus exactement quelle instance est habilitée à définir la tolérance et en fonction de quels critères de justification.

Pour le philosophe et sociologue allemand Habermas, la véritable tolérance n'est pas une tolérance octroyée par une instance abstraite, elle est le centre de la discussion entre les citoyens, autrement dit la participation égale au débat démocratique. Cette forme de tolérance émancipatrice et intégrative, qui doit s'étendre dans toutes les parties de la société, ne doit pas être instaurée

d'en haut par le législateur qui ne fait que réaffirmer son omnipotence, mais réclamée d'en bas. C'est dans l'espace public, par le débat même sous sa forme la plus anarchique, qu'apparaissent dans les interactions quotidiennes entre les individus de nouvelles problématiques sociales et de nouveaux besoins. L'esprit de tolérance (ces attitudes de respect, de bienveillance, voire d'empathie), et d'ouverture aux autres

constitue le degré le plus élevé de tout perfectionnement moral individuel et collectif. Le degré d'émancipation d'une société se mesure à sa tolérance envers autrui, et à la cohabitation des différences.

Dans un discours prononcé à l'Académie des sciences de Berlin, et intitulé «Quand devons-nous être tolérants ?», Jürgen Habermas considère que la tolérance ne peut être qu'une exigence se faisant jour dans une situation d'opposition frontale entre visions du monde, qui ne peuvent trouver un terrain d'entente. C'est dans cette optique que certains éducateurs estiment aujourd'hui que la pratique de la tolérance suppose un apprentissage de la tolérance, qui doit débiter à l'école.

En effet, l'école est le creuset où l'on crée les liens de tolérance entre les jeunes gens dans leur quête de perfection et où on élabore un « langage commun » dans lequel il est possible de s'entendre, afin de faire sens sur des valeurs communes. C'est cette forme de tolérance enseignée et pratiquée à l'école, qui va fonder l'émancipation de l'individu en tant que sujet social, et développer en lui une dimension morale. Sans relier, à la base, psychologiquement les citoyens par la valeur tolérance dans sa dimension de respect, et sans apprendre à regarder le monde avec les yeux d'autrui, il est impossible de fonder une vraie morale et un ordre politique et social juste.

L'absence d'une éducation à la solidarité

Toute communauté humaine est fondée sur une relation spécifique, dite «intuition réciproque» ou «relation intersubjective». Le terme «intuition réciproque» désigne une forme de «relation intersubjective» supérieure à la relation cognitive. En effet, grâce à l'intuition, la reconnaissance de mon prochain s'étend jusqu'au domaine affectif. C'est cette forme de relation sociale que l'on appelle la solidarité. Le concept de solidarité renvoie à la notion de solidité, «car rien n'est plus solide que le lien interhumain qui fait partie de l'équipement génétique de l'être de l'homme».

Les ressorts de la solidarité sont à rechercher dans la nature profonde de l'homme. Comme valeur morale, la solidarité exprime le devoir d'entraide ou d'assistance réciproque. Fondement de l'action sociale, elle est nécessaire à l'équilibre social et à la cohésion nationale. Comme forme de relation sociale, de coordination et de coopération entre les sujets, la solidarité ne saurait être pratiquée «sur ordre» sans perdre aussitôt tout son sens. La solidarité est une activité de découverte et de rencontre de l'autre. Sa mise en forme est une condition de la vie en société. Elle est à la base de notre identité morale, autrement dit,

c'est la manière dont nous nous appréhendons nous-mêmes et les autres de manière permanente et mutuelle. Par ses diverses formes, et les nombreux lieux où elle peut s'exercer, elle est l'expression même de l'être-ensemble communautaire.

Formulée dans sa forme institutionnelle, elle est au cœur de toute organisation sociale, «car il ne peut exister de société humaine sans solidarité entre ses membres». La solidarité repose sur l'élaboration et la pérennisation de valeurs communes, en vue de conserver et protéger une identité collective. Être solidaire, c'est se montrer sensible au sort d'autrui. Dans la véritable solidarité sociale, «nous sommes non seulement unis, mais enchaînés les uns aux autres». L'expérience de la solidarité donne accès à la construction de soi et élargit un type de sensibilité morale au sein d'une société. Le sociologue Durkheim, qui avait une vision bien particulière de la relation de l'individu à la société, s'appuie sur la notion de solidarité sociale (dont il décrit deux types : la solidarité mécanique et la solidarité organique) pour analyser l'évolution d'une société vers le progrès moral. Pour cet auteur, c'est la solidarité sociale qui est la source de la moralité et non quelques principes transcendants. En effet, la tâche de la solidarité est de réaliser l'interdépendance entre les différents individus, c'est-à-dire l'union des hommes les plus différents dans des sentiments communs. Conçue comme un produit des interactions sociales, elle repose sur des rapports quotidiens de confiance, sans lesquels il n'est pas de communauté durable. Intimement imbriquée à celle de lien social, elle désigne «une relation d'interaction dans laquelle les sujets s'intéressent à l'itinéraire personnel de leur vis-à-vis, parce qu'ils ont établi entre eux des liens d'estime symétrique».

La solidarité est un «véritable sentiment de sympathie pour la particularité individuelle de l'autre personne», autrement dit une découverte de soi-même en autrui. Exprimer ma solidarité, c'est veiller à ce que les qualités et les capacités concrètes de l'autre parviennent à se développer et à se refléter dans ses rapports humains et ses prestations sociales. Une communauté humaine fondée sur la solidarité est susceptible de motiver l'adhésion de l'être social en tant que citoyen. Dans cette perspective, on ne peut que constater que les solidarités associa-

tions et des moments d'amitié qu'il faut exploiter pour permettre l'ouverture de l'espace public au plus grand nombre. Malheureusement, et pour diverses raisons, les formes de «solidarité verticale» entre les générations et les formes de «solidarité horizontale» entre les membres de la société ont presque disparu de l'aire culturelle algérienne contemporaine. Envahie par tant d'égoïsme et de fermeture sur soi, la société algérienne éprouve aujourd'hui des difficultés à se solidariser et à se fraterniser. L'interaction qui existe entre l'individu et la société s'est comme rompue.

En guise de conclusion

Finalement, la violence éducative, en Algérie, ne fait que dévoiler les mécanismes d'une école oppressive dans une société en crise, et dont le caractère régressif a très peu changé depuis l'indépendance, et ce, malgré toutes les réformes et les ressources consommées. C'est une école qui reflète la profonde déstabilisation politique, sociale et culturelle, de la société algérienne dans son ensemble. Paralysée par le poids de l'esprit conservateur et fortement marquée par un mouvement d'hésitation dans son orientation philosophique, l'école algérienne continue de dispenser une éducation inadaptée, voire punitive, qui éloigne l'enfant d'un comportement pacifique. C'est une école où les élèves et les enseignants s'engagent, de plus en plus, dans des comportements agressifs et violents afin d'atteindre certains objectifs. N'ayant pas su lutter contre toutes les formes de discrimination et d'exclusion, elle a fini par créer deux catégories d'enfants : les «ordinaires» et les «extraordinaires». Les premiers, les mal-nés, fréquentent une école publique délabrée et en grève. Les seconds, les bien-nés, fréquentent une école privée dans le but de partir ailleurs et de «changer de vie». Deux écoles qui se tournent carrément le dos, en raison de la différence des substrats culturels et sociaux, dont elles tirent leur essence. L'école algérienne n'a pas su dispenser à tous ses enfants une éducation égalitaire, juste et généreuse.

En omettant d'enseigner les valeurs éducatives de la tolérance et de la solidarité, elle a rendu toute une jeunesse irritable, tourmentée et anxieuse. Une jeunesse angoissée, bourrelée d'humiliations, qui veut aujourd'hui s'évader et fuir. En panne de valeurs

Finalement, la violence éducative, en Algérie, ne fait que dévoiler les mécanismes d'une école oppressive dans une société en crise, et dont le caractère régressif a très peu changé depuis l'indépendance, et ce, malgré toutes les réformes et les ressources consommées. C'est une école qui reflète la profonde déstabilisation politique, sociale et culturelle, de la société algérienne dans son ensemble. Paralysée par le poids de l'esprit conservateur et fortement marquée par un mouvement d'hésitation dans son orientation philosophique, l'école algérienne continue de dispenser une éducation inadaptée, voire punitive, qui éloigne l'enfant d'un comportement pacifique.

tives, celles liées au partage de pratiques particulières, qui initient à l'entraide et au simple coup de main, celles des rassemblements affinitaires par lesquels on peut se définir socialement et qui permettent de conserver l'unité collective et la cohésion sociale ont disparu du paysage social algérien. En effet, toutes les formes de solidarité qui façonnent la vie morale à l'intérieur de la société algérienne sont en crise. Or, c'est dans les espaces de solidarité (associations culturelles, sportives, etc.) que naît un nombre infini de nouvelles formes de rela-

morales communes d'identification qui lui font défaut et traversée par divers réseaux d'appartenance idéologique, l'école algérienne n'a pas su former le citoyen tolérant et solidaire, public et actif, ayant des droits et des devoirs. Si elle veut mettre fin à la violence éducative qui la ronge, elle n'a pas d'autre choix que de réformer en profondeur son système éducatif, qui continue de placer l'homme dans l'ignorance quasi complète de sa situation concrète au sein de la société, c'est-à-dire sous un épais «voile d'ignorance».

NAÂMA

Un nouveau lâcher de 500 gazelles et 1 500 outardes dans la plaine de Lajdar

Poursuivant, pour la troisième année consécutive, le programme de coopération algéro-émirat, conçu pour le repeuplement de la gazelle et de l'outarde dans la vaste région steppique de la wilaya de Naâma, une nouvelle opération de lâcher de 500 gazelles de l'espèce «dorcas» et 1 500 individus de l'espèce outarde (houbara) a été effectuée mardi dernier, dans la plaine de Lajdar (commune d'El-Kasdir), une réserve steppe de 300 000 ha, située à l'extrême nord-ouest de la wilaya de Naâma, jouxtant la frontière avec le voisin marocain.

La cérémonie de lâchage a été présidée par un membre de la délégation émirat, Khaled Ben Souleiman, représentant du vice-président de l'Etat des Emirats arabes unis, président du Conseil des ministres, gouverneur de Dubaï, Cheikh Mohamed Ben Rached Al Maktoum ; en présence du wali de Naâma Mohamed Hadjar. Rappelons que l'élevage en

captivité est considéré comme étant un moyen de restauration et de conservation ex situ (hors site) des espèces d'antilopes sahariennes actuellement menacées.

L'objectif principal est d'établir des populations génétiquement viables dans des centres

d'élevage afin de préparer une réintroduction future et une adaptation de ces espèces dans le milieu naturel.

Les populations en captivité sont également une assurance de pérennité pour les antilopes en voie d'extinction et interviennent comme dernier recours si la conservation dans le milieu naturel est impossible.

Les centres d'élevage peuvent également jouer le rôle d'une valeur éducative et de sensibilisation dans la conservation, la réintroduction, la reproduction et la prolifération de ces espèces. Selon des études et des recherches faites par des universitaires dans les régions des Hauts-Plateaux, principalement dans la wilaya d'El-Bayadh et Naâma, durant ces der-

nières années, les quelques espèces de la famille des antilopes sahariennes sont actuellement menacées. Ce repeuplement, qui a plusieurs impacts, vise également à protéger l'équilibre et la diversité écologique, dira le directeur des forêts de la wilaya de Naâma.

C'est pour cette raison qu'il était nécessaire de mettre en place des programmes d'élevage de gazelles en captivité et la création de la station de reproduction des gazelles Gazella dorcas et Gazella leptoceros à Brézina dans la région d'El-Bayadh (Sud-Ouest algérien), un centre qui pourrait être le lieu d'un programme pilote d'élevage en captivité de ces espèces menacées, indique-t-on encore.

B. Henine

VOL DE MÉDICAMENTS ANTI-RÉTROVIRAUX AU CHU D'ORAN

Une femme de ménage arrêtée en possession de plusieurs boîtes

Depuis hier, le service infectieux du Chuo fait l'objet d'une inspection effectuée par la pharmacienne en chef et son équipe pour vérifier le stock de médicaments suite à l'arrestation d'une femme de ménage exerçant dans cet hôpital, arrêtée en flagrant délit de tentative de sortir une importante quantité (certaines sources parlent de 40 boîtes) de médicaments anti-rétroviraux.

A l'extérieur, la femme en question était attendue par un complice qui, aussitôt, s'est saisi du sac contenant les médicaments volés et l'a mis dans le coffre de son véhicule. Intrigué par cette

scène juste devant l'hôpital, un agent de police en faction a préféré s'assurer qu'il n'y avait rien de suspect et c'est là qu'il a découvert le contenu du sac avant de les arrêter.

De son côté, la Direction du Chuo a déposé une plainte au niveau de la première Sûreté contre les deux personnes en question. De même qu'une enquête administrative a été déclenchée. Jusque-là, l'on saura que l'inspection réalisée au niveau du service infectieux fait état d'un écart de 126 boîtes de médicaments. Seule l'enquête déterminera si cet écart en médicaments est

l'œuvre de la même personne et si des complices sont impliqués. Pour information, les anti-rétroviraux sont en rupture de stock au niveau de ce service, quant au

prix de la boîte de ce médicament, il est d'environ 5 000 DA au prix d'achat alors qu'au marché noir, il est supérieur.

Amel Bentolba

UNIVERSITÉ DE L'USTO

Une soixantaine d'universitaires protestent

L'Université des sciences et de la technologie d'Oran, USTO, a été le théâtre, hier matin, d'une action de protestation qui s'est tenue devant les locaux administratifs. Ce sont une soixantaine d'enseignants de cette université qui ont protesté, en tenant un sit-in et organisant une marche.

Les raisons n'ont rien à voir avec les actions contre le 5^e mandat du président de la République mais pour des raisons de «blocage de l'activité syndicale», selon les prises de parole. En effet, le collectif des enseignants solidaires de l'Usto entendait dénoncer «le refus de l'activité syndicale, le refus de négocier au prétexte que le syndicat Sess n'a pas d'agrément, alors que, nous dit-on, «nous sommes un collectif ce n'est pas pareil». Les slogans dénonçant l'attitude et la position de la rectrice, du ministre de tutelle et de son SG ainsi qu'un doyen ont été repris.

Par ailleurs, parmi les dénonciations figure également la gestion autoritaire de l'université, nous a-t-on expliqué.

Fayçal M.

GUELMA

6 mois de prison ferme pour vente illicite de boissons alcoolisées

Les policiers de la Sûreté de daïra de Khezaras ont réussi cette semaine, à arrêter un vendeur illicite de boissons alcoolisées actif dans la région.

C'est un homme âgé de 39 ans, originaire de la même localité, qui était en état d'ivresse avéré lors de son arrestation.

Il a été interpellé en flagrant délit de tapage nocturne, rapporte la cellule de communication de la

Sûreté de wilaya. Notre source a indiqué que son arrestation a permis aux policiers de saisir une cinquantaine d'unités de bière «Beaufort» et 36 packs (emballage carton) de vin «Bordj El-Amir», destinés au marché noir.

Le prévenu a été jugé en comparution immédiate par le tribunal de Boucheougouf. Il a écopé d'une peine de six mois de prison ferme assortie d'une lourde amende.

N. Guergour

Saisie de 35 280 sachets de chemma

Les éléments de la Gendarmerie nationale ont intercepté à Hadjat-Lemguil (10 km au sud du chef-lieu de la commune de Djéniène-Bourezg), à intervalle de quelques temps, deux camions transportant chacun une importante quantité de tabac à chiquer (chemma) fabriquée localement. Le premier en provenance de Aïn-Oulmane (Sétif) et à destination de Béchar, avait à son bord 18 720 sachets, alors que tout de suite après, un autre camion en provenance d'Oran pour la même destination transportait une quantité de 16 560 sachets, soit une cargaison globale de 35 280 sachets estimée à plus d'1 720 000 DA. La marchandise et les deux véhicules ont été saisis, alors que les deux mis en cause ont été arrêtés et seront déférés devant la justice, indique-t-on.

B. H.

BLIDA

Encore un autre dealer arrêté à Boufarik

L'arrestation des revendeurs de drogue dans la wilaya de Blida semble ne pas s'arrêter tant les dealers sont devenus nombreux. Après l'arrestation d'un revendeur de psychotropes qui a eu lieu cette semaine, un deuxième revendeur vient d'être arrêté à Boufarik.

Ce coup de filet est venu suite à une information parvenue à la brigade mobile de la police judiciaire de Boufarik. Après une souricière qui lui a été tendue, le mis en cause

tombe dans le piège et fut arrêté avec dix comprimés psychotropes cachés sous ses bras. C'est en perquisitionnant son domicile qu'une autre quantité de 150 comprimés dissimulés dans des chaussettes y a été retrouvée.

Il est à noter que ce dernier écoulait sa marchandise en plein centre-ville de Boufarik. Présenté devant la justice, il a été placé sous mandat de dépôt

M. B.

KHENCHELA

300 tonnes d'aluminium exportées vers l'Italie

Dans le cadre de la promotion de l'exportation et la valorisation du produit local, les services du commerce de la wilaya, les services de la promotion du commerce extérieur et aussi des marchés, les autorités de la wilaya, les services de la douane et le président de la Chambre de commerce et d'industrie de Khenchela ont procédé en ce début de semaine au coup d'envoi de l'exportation de la première série de matière d'aluminium vers l'Italie via le port de Béjaïa.

Cette grande quantité fabriquée par une société privée située dans la zone industrielle est le fruit d'une stratégie adéquate déclenchée par les autorités locales dans le but de promouvoir l'investissement dans la wilaya et accompagner ces jeunes investisseurs pour écouler et exporter leurs produits vers tous les pays du monde.

Benzaïm Abdelouahab

Retrouvez ce samedi le n°373 du

Sommaire

ENQUÊTE-TÉMOIGNAGES

Les égoïstes, ces êtres à part

Les mots «donner», «partager» sont exclus de leur dictionnaire.

Les égoïstes font toujours passer leurs intérêts en priorité.

Centrés sur leur propre personne, ils ne s'aperçoivent même pas qu'ils agacent leur entourage. Comment sont-ils perçus ?

Leur pardonne-t-on leur égoïsme ? Témoignages.



C'EST MA VIE

Zahir et les faux mendians

Quand Zahir vit l'indigent s'approcher de lui, après avoir tendu la main et récolté des pièces de monnaie, il le chassa manu militari du café.

VOYAGE CULINAIRE

Batata mchermila, un délice populaire

Cette semaine, nous allons découvrir un plat traditionnel simple et très goûteux, dont la recette nous vient du centre d'Alger, plus précisément du vieux quartier de Belcourt, un lieu réputé pour son attachement aux traditions algériennes.

ÉCLAIRAGE

L'égoïsme, un mal nécessaire

L'égoïsme est considéré comme le mal de la consommation. Qu'en est-il exactement ?

Comment se manifeste-t-il ? Dans ce numéro, nous vous proposons un éclairage qui répond à ces questions et à bien d'autres que suscite ce sujet.

LE COUP DE BILL'ART DU SOIR

Flou

Par Kader Bakou

«L'intéressé» n'a pas parlé. Ceux qui disent qu'il est leur candidat ont fait savoir que ce seront eux qui animeront sa campagne à sa place.

Kafka n'aurait pas imaginé et Don Quichotte n'aurait pas vécu pareille situation.

K. B.
bakoukader@yahoo.fr

FESPACO 2019

Images d'Afrique

Le film rwandais *The Mercy of the jungle* (La miséricorde de la jungle), qui dénonce l'absurdité de la guerre, a ouvert dimanche la compétition de la 26^e édition du Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou (Fespaco).

Projeté dans la salle historique du Cinéma Burkina, le film, réalisé par le Rwandais Joël Karekezi, suit la dérive de deux soldats rwandais perdus dans la jungle lors de la deuxième guerre du Congo en 1998. «Le message de ce film, c'est un message de paix», a expliqué son réalisateur.

Le Rwanda est le pays invité de cette édition du cinquantenaire du Fespaco. Vingt longs métrages de fiction sont en lice pour décrocher l'Étalon d'or de Yennenga, la «palme d'or africaine». Le jury de cette catégorie est présidé par le critique de cinéma, l'Algérien Ahmed Bedjaoui.

Le 26^e Fespaco a été ouvert samedi soir à Ouagadougou. L'Algérie est représentée par le long-métrage *Ila Akhir Ezzaman* (Jusqu'à la fin des temps) de Yasmine Chouikh qui disputera l'Étalon d'or de Yennenga avec 19 autres œuvres cinématographiques en provenance de 16 pays.

Sorti en 2017, *Jusqu'à la fin des temps*, premier long-métrage de Yasmine Chouikh, est une histoire d'amour entre Ali, un fossoyeur septuagénaire, et

Djoher, une veuve sexagénaire qui prépare, de son vivant, ses funérailles.

Le film a raflé plusieurs prix, dont le Annab d'or au 3^e Festival d'Annaba du film méditerranéen, le Khindjar d'or, Grand prix au 10^e Festival international de Mascate, ainsi que le Whir d'or, Grand prix du 11^e Festival international d'Oran du film arabe (Fiofa).

Le 26^e Fespaco dont les activités s'étaleront jusqu'au 2 mars prochain célèbre le 50^e anniversaire de sa création (1969-2019), sous le slogan «Mémoires et avenir des cinémas africains».

En 2017, la 25^e édition du festival a distingué deux œuvres cinématographiques algériennes : *Le Puits* de Lotfi Bouchouchi et *Bons baisers de Moruroa* de Larbi Benchiha. L'Étalon d'or de Yennenga a été décerné au film *Félicité*, du Sénégalais Alain Gomis.

PARUTION D'UN LIVRE DE BRAHIM SELLAMI SUR LE COMÉDIEN

Abdelkader Secteur dans tous ses états

Cet ouvrage, qui porte une étude approfondie sur la planche et qui traite les problèmes quotidiens de la société algérienne, est inspiré en modèle du grand comédien et humoriste Abdelkader Secteur.

Le one-man-show est un spectacle que présente un artiste seul sur scène en évoquant des variétés d'histoires parfois extraordinaires. C'est aussi une manifestation publique organisée autour d'une personnalité, voire une seule vedette en scène, homme ou femme, humoriste, conteur ou autres.

Dans ce contexte, un livre intitulé «le one-man-show, sa relation et son interprétation dans le théâtre» vient d'être édité par le P^r Brahim Sellami (journaliste et critique de théâtre), originaire de Méchéria. Cet ouvrage, qui porte une étude approfondie sur la planche et qui traite

les problèmes quotidiens de la société algérienne, est inspiré en modèle du grand comédien et humoriste Abdelkader Secteur, un distributeur de joie, comme aime l'appeler ses pairs, dont il évoque une grande partie sur son fameux sketch «la vie d'un harraga».

Dans ce livre, l'auteur parlera longuement de sa rencontre avec l'humoriste, ses débuts et ses souvenirs, les thèmes qu'il aborde et le présentera comme un homme unique, avec un style unique, très intelligent, voire même un éducateur bien entraîné dans les problèmes sociaux des Algériens, sa façon de se présenter en public ou de présen-



Photos : D.R

ter ses sketches au public, des one-man-show sur les mœurs sociales, éducatives ou encore religieuses. L'auteur ne manquera pas de rendre un grand hommage à l'enfant de Ghazaouet, d'un savoureux talent, considéré par le comédien français

d'origine marocaine Djamel Debbouze comme une «bombe atomique du rire». L'ouvrage, édité par Dar-El-Kounouz, dispose de 120 pages et est illustré de photos de scènes de Abdelkader Secteur.

B. Henine

CONSTANTINE

Avant-première mondiale du film
Le bélier magique de Saddek El Kebir

Les zinzins du cinéma de l'association culturelle Numidi-Arts de Constantine organisent le samedi 2 mars 2019 à la maison de la culture Malek-Haddad l'avant - première mondiale du premier vrai film pour enfants du cinéma algérien.

En effet, *Le bélier magique*, titre du film, du réalisateur algérien Saddek El Kebir, réalisé en 2019 coproduit par la boîte Lalla Moulati, et le CADC, est considéré comme le premier vrai film pour enfants dans la «courte» histoire du cinéma algérien.

Ce film raconte l'aventure de quelques élèves venus du sud algérien en visite au Parc zoologique d'Alger. Ils y rencontrent non seulement des animaux sympathiques mais aussi un directeur un peu fou, un peu magicien. Avec une élève répondant au gentil prénom de Khawla et un bélier qui ne veut pas être égorgé partagent à eux trois un secret. La journée au zoo révèle chez les enfants l'amour et le respect pour tous les animaux.

M. Saddek El Kebir, très connu pour son travail en



direction de la frange la plus vulnérable de la société, en l'occurrence les enfants, signe ici un long métrage de fiction d'une durée de 92 minutes, tourné entre Alger, Jijel et la ville d'El Kala.

Les rôles sont interprétés par des enfants et des

acteurs assez connus dans le milieu artistique tels que Mustapha Laribi et Rym Takoucht. Saddek El Kebir y campe le rôle du directeur du parc.

Pour l'avant-première de ce samedi, les zinzins ont prévu deux projections. Une première à 10h pour la pres-

se qui sera suivie d'une conférence de presse et une deuxième à 13h30 pour le grand public.

Le réalisateur et les acteurs (des enfants en grande partie) auront le plaisir de débattre du film avec des enfants et leurs parents mais aussi avec un grand nombre d'artistes constantinois invités pour l'occasion. Les zinzins, quant à eux, s'attelleront à faire la promotion du premier vrai film pour enfants.

Rappelons que l'association Numidi-Arts est en phase de terminer les préparatifs d'un autre événement : les premières journées du théâtre lycéen qui aura lieu du 24 au 27 mars 2019 à la maison de la culture Malek-Haddad où douze troupes de théâtre qui représenteront leurs lycées avec des pièces théâtrales qui seront évaluées par un jury composé de professionnels du 4^e art de la ville des Ponts. Cet événement est organisé en partenariat avec la Direction de l'éducation de la wilaya et avec la précieuse aide de la Direction de la culture.

Mey Thiziri

ACTUCULT

SALLE DES ACTES DE L'INSTITUT CERVANTÈS D'ALGER (RUE KHELIFA-BOUKHALFA, ALGER)

Lundi 4 mars à 18h : L'Institut Cervantès d'Alger et l'ambassade d'Espagne en Algérie organisent la table ronde «Situation de la langue espagnole en Algérie». La table-ronde sera donnée en espagnol avec traduction simultanée en français.
LIBRAIRIE GÉNÉRALE D'EL-BIAR

(4, PLACE KENNEDY, ALGER)

Samedi 2 mars à partir de 14h : Samia Lamara signera son livre *Esquisse d'un itinéraire*, paru aux éditions Hibr.

GALERIE DAR EL-KENZ (LOT BOUCHAOUI 2, N°325, CHERAGA, ALGER)

Du 9 au 24 mars : Exposition «Resonances», de l'artiste peintre Rachid Nacib et de ses quatre invités, Moussa Bourdine, Mustapha Boucetta, Amar Briki et Mustapha Nedjai. Vernissage

de l'exposition le samedi 9 mars 2019 à partir de 14h.

BASILIQUE NOTRE-DAME D'AFRIQUE (BOLOGHINE, ALGER)

Jeudi 28 février à 19h30 : Concert de piano, par Zaki Allal.

CENTRE CULTUREL MUSTAPHA-KATEB (5, RUE DIDOUCHE-MOURAD, ALGER-CENTRE)

Jusqu'au 7 mars : Exposition de peinture avec l'artiste Sabah

Ould Taleb.

GALERIE D'ARTS AÏCHA-HADDAD (84, RUE DIDOUCHE-MOURAD, ALGER)

Jusqu'au 7 mars : Exposition de peinture avec l'artiste peintre Samia Boumerdassi.

LIBRAIRIE L'ARBRE À DIRES (SIDI-YAHIA, ALGER)

Samedi 2 mars à partir de 14h : Abdelmadjid Ibn Tchoubane présentera et signera son livre

Qa'adâ au cœur de la médina.

GALERIE D'ARTS ASSELAH (39, RUE ASSELAH-HOCINE, ALGER-CENTRE)

Jusqu'au 1^{er} mars : Exposition d'art plastique, avec l'artiste Abdennour Zerfaoui.

GALERIE SEEN ART (DELY IBRAHIM, ALGER)

Jusqu'au 9 mars 2019 : Exposition de l'artiste plasticien et calligraphe Yazid Kheloufi, intitulée «Les encres de l'âme».

IRAN

Rohani maintient son chef de la diplomatie démissionnaire

Le président iranien Hassan Rohani a rejeté hier la démission de son chef de la diplomatie, Mohammad Javad Zarif, visage de sa politique de détente avec l'Occident abhorrée des ultraconservateurs.

«Je pense que votre démission va à l'encontre de l'intérêt du pays et je ne l'approuve pas», écrit M. Rohani dans une lettre adressée à M. Zarif et publiée sur le site internet du gouvernement.

«Comme l'a dit de vous le guide suprême, Ali Khamenei, vous êtes "digne de confiance, courageux et pieux", et à la pointe de la résistance contre la pression totale exercée par les Etats-Unis» contre la République islamique, ajoute la lettre.

Agé de 59 ans, M. Zarif avait annoncé sa démission lundi soir via son compte Instagram, sans fournir d'explications. Mardi, il a plaidé pour que son ministère retrouve son «statut» dans la conduite de la politique extérieure de l'Iran. «J'ai parfaitement conscience des pressions exercées sur l'appareil diplomatique du pays, le gouvernement et même le Président élu par le peuple», écrit M. Rohani, qui fait figure de modéré dans le système politique iranien, dans sa lettre à M. Zarif.

«Aussi, comme cela a été ordonné à plusieurs reprises, tous les organes — cela inclut le gouvernement et les organismes d'Etat — doivent agir en totale coordination avec votre ministère pour ce qui est des relations internationales», ajoute la lettre.

M. Zarif est ministre des Affaires étrangères de M. Rohani depuis l'accession de celui-ci à la présidence en août 2013. Il a été le principal artisan, côté iranien, de l'accord international sur le nucléaire iranien conclu en juillet

2015 à Vienne, et contre lequel se déchaînent les ultraconservateurs pour qui l'Iran, en échange d'énormes concessions, n'a rien obtenu de concret de ce pacte. Selon le site d'information Entekhab, sa décision de jeter l'éponge a été liée à la visite surprise lundi à Téhéran du président syrien Bachar al-Assad. M. Zarif n'était présent à aucune des rencontres qu'a eues M. Assad avec MM. Khamenei et Rohani, et selon M. Entekhab, il n'aurait pas apprécié d'être mis sur la touche. Présent lors des deux entrevues, le général de division, Ghassem Soleimani, chef de la Force Qods, branche extérieure des

Gardiens de la Révolution, l'armée idéologique de la République islamique, a assuré que M. Zarif était «bien chargé de la politique étrangère» du pays, selon Sepah News, l'agence de presse des Gardiens. Le général Soleimani est le symbole du soutien apporté par Téhéran aux autorités de Damas dans la guerre qui ravage la Syrie depuis 2011. Selon lui, «un manque de coordination au niveau du cabinet du président est à l'origine de l'absence du ministre des Affaires étrangères» lors de la rencontre entre MM. Assad et Rohani, et «il n'y a eu aucune volonté délibérée d'écarter M. Zarif», ajoute Sepah News. Dans un message publié sur son compte Instagram quelques minutes après l'annonce présidentielle, M. Zarif remercie le «peuple iranien», «les élites et les responsables» pour «la

généreuse affection» dont ils lui ont fait part depuis qu'il est en fonction, et «en particulier au cours des trente dernières heures». «J'espère, ajoute-t-il, que le ministère des Affaires étrangères, avec l'aide du guide suprême et du Président, et sous leur supervision, pourra exercer toutes ses responsabilités dans le cadre de la Constitution et des lois du pays». M. Zarif était présent hier matin à la cérémonie d'accueil, par M. Rohani, du Premier ministre arménien Nikol Pashinian, en visite officielle à Téhéran. L'accord de Vienne a permis de réintégrer l'Iran dans le concert des nations après douze années de crise avec la communauté internationale à propos de son programme nucléaire.

En échange de la levée d'une partie des sanctions économiques internationales contre la République islamique,

Téhéran a accepté de brider considérablement ses activités nucléaires afin de garantir qu'il ne cherche pas à se doter de la bombe atomique. Mais l'accord a du plomb dans l'aile depuis que les Etats-Unis s'en sont retirés unilatéralement en mai 2018 sous l'impulsion du Président Américain Donald Trump, rétablissant du même coup une série de sanctions contre Téhéran. Pour tenter de sauver l'accord, Paris, Londres et Berlin ont présenté fin janvier un mécanisme de troc pour permettre à l'Iran de continuer à commercer avec l'Europe en contournant les sanctions américaines. Mais le système, qui n'autorise que des transactions touchant à un nombre très limité de produits ou services, est jugé très insuffisant par Téhéran pour garantir son intérêt à continuer d'appliquer l'accord.

RDC

6 policiers condamnés pour la répression d'une manifestation d'étudiants à Lubumbashi

Six policiers reconnus coupables de la répression meurtrière d'une manifestation d'étudiants à Lubumbashi, dans le Sud-Est de la République démocratique du Congo, ont été condamnés mardi à des peines de 6 mois à la perpétuité, a-t-on appris hier de la défense.

Trois étudiants et un policier avaient trouvé la mort dans la répression d'une manifestation d'étudiants qui réclamaient le rétablissement de l'eau et de l'électricité sur le campus de l'université de Lubumbashi (Unilu), quatre jours après la Prise de fonctions du nouveau Président Félix Tshisekedi.

Des policiers qui avaient mené cette opération ont été arrêtés et détenus sur ordre de M. Tshisekedi, puis jugés devant le tribunal militaire de garnison de Lubumbashi (Haut-Katanga). «Sur les douze policiers en détention, six ont été condamnés à des peines allant de 6 mois à 20 ans de prison et un colonel en cavale a été condamné à perpétuité», a déclaré M^e Victor Mulumba, un avocat de la défense. Six autres policiers, dont des officiers supérieurs, ont été acquittés faute de preuve. Ces policiers, dont quatre colonels de la police, étaient poursuivis pour «meurtre, tentative de meurtre, dissipation des muni-

tions, violation des consignes et refus de dénoncer une infraction», a expliqué le président du tribunal militaire, le colonel Victor Lindjandja. «C'est une condamnation mécanique juste pour satisfaire la présidence de la République, initiatrice du procès, car devant la cour aucune preuve de culpabilité n'a été apportée», a estimé M^e Désiré Kasakula Muteba, un autre avocat de la défense.

«Je suis à moitié satisfaite parce que les coupables sont condamnés, même si ma défunte cousine restera irremplaçable pour notre famille», a réagi Nadine Masuka, sœur d'une des victimes.

NIGERIA

Large victoire pour Buhari, l'opposition conteste et saisit la justice

L'opposant Atiku Abubakar a dénoncé hier une «parodie d'élection» au Nigeria et annoncé qu'il allait saisir la justice pour contester les résultats de la présidentielle tombés au milieu de la nuit et donnant le sortant Muhammadu Buhari largement vainqueur.

«Si j'avais perdu des élections libres et justes, j'aurais appelé le vainqueur dans la seconde», a déclaré le candidat du Parti populaire démocratique (PDP) dans un communiqué. «Non seulement je lui aurais adressé mes félicitations mais j'aurais aussi proposé mes services pour contribuer à unir le Nigeria.» Citant de nombreuses irrégularités dans l'organisation du vote, M. Abubakar, ancien vice-président entre 1999 et 2007, a annoncé qu'il rejetait les résultats de «la parodie d'élection du 23 février 2019». «Je contesterai ces résultats en justice», a-t-il ajouté.

Dans la nuit de mardi à mercredi la Commission électorale indépendante (INEC) a mis fin à trois jours de compilation des résultats, annonçant la victoire du chef de l'Etat sortant avec une avance de près de 4 millions de voix sur son principal rival, soit 56% des suffrages contre 41%. «Nous sommes encore en train de rédiger notre plainte et de réunir les preuves nécessaires pour monter notre dossier», a expliqué Boladele Adekoya, porte-parole du PDP à l'AFP, ajoutant que le recours serait déposé devant la Cour suprême comme le veut la Constitution nigérienne. Or quelques

semaines avant le vote, le président Buhari avait suspendu Walter Onnoghen, le Président de la Cour suprême, organe judiciaire chargé de trancher les éventuels litiges électoraux, sous des accusations de corruption, pour le remplacer par Ibrahim Muhammad Tanko, un homme du Nord du Nigeria, tout comme lui.

«Ils savaient qu'ils n'obtiendraient aucune légitimité à travers les urnes et qu'ils remporteraient le vote par la force», accuse aujourd'hui le porte-parole du PDP. Avant l'annonce officielle des résultats, l'opposition avait déjà demandé aux Nigériens de ne pas en tenir compte, dénonçant des fraudes massives dans l'organisation du scrutin. Hier matin, le groupe de surveillance de la société civile Situation Room, qui a déployé 8 000 agents locaux à travers le pays pendant le scrutin, a demandé des explications sur le million de votes annulés dans 18 Etats (sur un total de 36 Etats plus la capitale fédérale Abuja).

En 2015, bien que le scrutin ait été globalement salué par la communauté internationale et les observateurs malgré des problèmes logistiques inévitables, le nombre de votes annulés s'élevait à 844 000 pour l'ensemble du



Muhammadu Buhari.

Photo : DR

pays. Cette année, les observateurs locaux et ceux de l'Union européenne ont souligné des problèmes «graves» dans l'organisation du vote (retards à l'ouverture des bureaux de vote, intimidations d'électeurs, destruction de matériel électoral), alors que l'élection avait déjà été retardée d'une semaine, quelques heures avant l'ouverture des bureaux de vote prévu le 16 février.

«Situation Room appelle les partis politiques et les candidats qui ont des griefs avec le processus électoral à utiliser les recours légaux pour le faire», a déclaré l'organisation dans un communiqué mardi soir, craignant une montée des violences qui ont déjà

fait 53 morts depuis samedi. De son côté, le Président sortant a remercié «les millions de Nigériens» qui ont voté pour lui et a promis «d'intensifier les efforts» notamment dans la lutte contre la corruption, ce «cancer» qui gangrène le premier producteur de pétrole du continent.

C'est sur ce point notamment que les deux principaux candidats en lice, MM. Buhari et Abubakar, âgés respectivement de 76 et 72 ans, tous deux Haoussas musulmans du Nord, se différencient. L'ex-général Buhari, austère, incarnait la lutte anti-corruption face à Atiku Abubakar, ancien vice-président et homme d'affaires

millionnaire qui a toujours essuyé des doutes sur l'origine de son immense richesse mais proposait une libération de l'économie. M. Buhari a notamment gagné dans ses bastions traditionnels du nord, densément peuplés, tandis que son rival a remporté presque tous les Etats de l'extrême sud chrétien, mais le Président sortant a toutefois séduit un nombre inattendu d'électeurs dans cette région qui lui est historiquement hostile.

L'autre point notable de cette élection est le très faible taux de participation (autour de 35% des 72 millions d'électeurs enregistrés). «On arrive à un tel niveau qu'il est facile de conclure que la démocratie nigérienne est malade et que les hommes politiques nigériens n'offrent aucune perspective à la jeunesse», note Benjamin Augé, spécialiste du Nigeria à l'Institut français des relations internationales (Ifri).

En 2015, le chef de l'Etat sortant, Goodluck Jonathan, avait aussitôt appelé Muhammadu Buhari pour le féliciter de sa victoire, marquant la première alternance au Nigeria, un pays qui était sorti des dictatures militaires en 1999.

Géant de 190 millions d'habitants, le Nigeria produit près de 2 millions de barils de pétrole par jour, mais manque toujours d'infrastructures basiques, d'électricité ou d'eau courante et 87 millions de Nigériens vivent toujours sous le seuil de l'extrême pauvreté.

NÉPAL

Sept morts dans un crash d'hélicoptère, dont un ministre

Sept personnes, dont le ministre du Tourisme du pays, sont mortes mercredi dans la chute d'un hélicoptère dans l'Est du Népal, ont annoncé les autorités. Les sauveteurs ont récupéré les corps du ministre Rabindra Adhikari, 49 ans, du pilote et de cinq autres passagers sur un flanc de colline dans le district de Taplejung où leur appareil s'est écrasé.

Le corps du ministre a été identifié», a déclaré Ram Krishna Subedi, porte-parole du ministère de l'Intérieur, lors d'une conférence de presse. Deux hélicoptères militaires ont été dépêchés pour ramener les dépouilles à la capitale Katmandou. Les causes de l'accident n'étaient pas connues dans l'immédiat.

«L'hélicoptère est en morceaux, éparpillés partout», a décrit Suraj Bhattarai, un témoin de la scène. Le ministre était en voyage de repérage pour l'emplacement d'un nouvel aéroport dans cette région. Les accidents aériens sont fréquents au Népal, nation himalayenne pauvre.

En septembre de l'année dernière, six personnes dont un touriste japonais avaient péri dans la chute d'un hélicoptère. En mars, un vol de la compagnie US-Bangla s'était écrasé à l'atterrissage à l'aéroport de Katmandou, tuant 51 personnes.

VENEZUELA

La Chine et la Russie contre toute action militaire

Les ministres chinois et russe des Affaires étrangères se sont dit mercredi fermement opposés à toute action militaire contre le Venezuela, dont le Président Nicolas Maduro est poussé à la démission par les Etats-Unis.

L'administration Trump, hostile au dirigeant socialiste, juge illégitime sa récente réélection. Elle a reconnu le 23 janvier le dirigeant de l'opposition Juan Guaido en tant que Président par intérim.

Washington a déclaré n'écarter aucune option, y compris militaire. Et le secrétaire d'Etat américain, Mike Pompeo, se dit «certain» que «les jours de Maduro sont comptés».

Alors que les Etats-Unis soutiennent l'actuelle tentative de faire entrer au Venezuela une aide humanitaire, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a estimé qu'il s'agissait d'un prétexte à une intervention armée.

«Nous travaillons avec tous les pays qui ne sont pas moins que nous inquiets du scénario d'une ingérence militaire», a-t-il déclaré à Wuzhen (est de la Chine), au cours d'une réunion trilatérale programmée de longue date avec ses homologues chinois et indien.

«Je crois que les Etats-Unis devraient écouter ce que pensent les pays de la région», a ajouté M. Lavrov.

Une cinquantaine d'Etats ont jusqu'ici reconnu Juan Guaido en tant que Président par intérim. Nicolas Maduro bénéficie quant à lui du sou-

tien de la Russie et de la Chine. Cette dernière peut craindre qu'un régime dirigé par l'opposition ne rembourse pas les milliards de dollars prêtés par Pékin à Caracas.

Washington va demander cette semaine le vote au Conseil de sécurité de l'ONU d'une résolution qui appellera à permettre l'entrée de l'aide humanitaire. La Russie devrait y

mettre son veto. Cette aide comprend des tonnes d'aliments et de médicaments, envoyés essentiellement des Etats-Unis à la demande de Juan Guaido.

Mais les camions chargés de ces produits de première nécessité avaient dû rebrousser chemin samedi, face au blocage frontalier ordonné par le gouvernement et qui a dégénéré. Au moins quatre personnes ont été tuées et plusieurs centaines blessées.

La Chine, traditionnellement en faveur d'une politique étrangère fon-

dée sur la non-ingérence, s'est abstenue de prendre parti dans l'actuelle crise politique qui secoue le Venezuela.

«La question vénézuélienne est par nature un problème interne au Venezuela», a déclaré hier Wang Yi, le ministre chinois des Affaires étrangères, en écho aux commentaires de son homologue russe sur une éventuelle intervention militaire.

Il a, par ailleurs, appelé au respect des «normes de base des relations internationales» et de la «souveraineté» des Etats.

SOUDAN

Le Président soudanais nomme le ministre de la Défense et modifie le commandement militaire

Le Président soudanais, Omar el-Béchir, a édicté mardi un décret républicain nommant le lieutenant-général Essam-Eddin Al-Mubarak Habeeballa ministre d'Etat chargé de la Défense.

M. el-Béchir a également pris des décisions portant modification du commandement des états-majors des forces armées soudanaises, selon un communiqué de presse publié par le bureau du porte-parole de l'armée soudanaise.

Selon les décisions, le commandement de l'état-major interarmées comprendra le lieutenant général Kamal Abdul-Marouf Al-Mahi, qui sera chef d'état-major interarmées, le lieutenant général Hashim Abdel-Mutallab Ahmed Babikir, qui sera chef d'état-major interarmées adjoint, et le lieutenant général Abdel-Fatah Burhan Abdel-Rahman, qui sera inspecteur général des forces armées soudanaises.

Le général Salahuddin Abdel-Khaliq Saeed a été nommé chef d'état-major des forces aériennes et le général Mohamed Osman Al-

Hussein a été nommé chef d'état-major des forces terrestres, poursuit le communiqué.

Le général Abdalla Al-Matari a été nommé chef d'état-major des forces navales, le général Shams-Eddin Kabashi Ibrahim chef d'état-major des opérations conjointes, et le général Mustafa Mohamed Mustafa chef d'état-major du renseignement militaire. Ces décisions ont été prises dans le cadre des dispositions administratives ordinaires que l'armée adopte chaque année, précise le communiqué.

CARTON ROUGE

Medaouar, le pyromane ?

Le derby algérois USMH-RCK a eu lieu finalement. Contre toute attente alors que tout le monde pensait que ce duel de mal-classés allait être reporté pour des raisons de sécurité publique, Alger ayant vécu spécialement mardi une gigantesque manifestation estudiantine. Au bout du compte, le RCK l'a emporté et la fin du match aura été houleuse. Des fans des deux camps s'étant accrochés dès le coup de sifflet final. Le match a eu lieu sous l'autorité d'une force publique réduite à sa plus juste expression. Pour les organisateurs qui ont maintenu le déroulement de la rencontre, le derby USMH-RCK ne serait pas du genre à être classé «à hauts risques». Il y a quelques saisons, quand ses deux formations se disputaient l'accès en Ligue, les mêmes instances ont décrété «le match à haut risque» et ont dépêché au stade Benhaddad de Kouba un impressionnant dispositif sécuritaire. En 2008, Alger et toute l'Algérie baignaient dans une certaine tranquillité contrairement à ces derniers jours où le pays est, malgré les apparences, sur une poudre. Alors, la question est pourquoi avoir autorisé le maintien d'un match qui a été reporté vendredi dernier pour les mêmes causes ? Pourquoi aussi accorder le report à des rencontres à risque moyen (DRBT-CRB et USMBA-JSS) pour ne pas dire ordinaire ? Ya-t-il intention de nuire à l'ordre public, la colère des jeunes supporters du RCK et de l'USMH pouvait déborder au-delà des alentours du stade d'El-Mohammadia ? Déjà que ces deux clubs s'estiment lésés par les «deux poids, deux mesures» de la ligue d'Abdelkrim Medaouar dès l'entame de cet exercice, il n'en faut pas chercher un coupable à cette sournoise manœuvre d'embraser davantage le championnat de football et, allant, le pays. Un dirigeant de l'USMH, sans faire dans la gestuelle, ayant clairement dénoncé le parti pris, s'insurgeant sur le fait que la demande de son club de renvoyer (à nouveau) le match à la semaine prochaine ait été rejetée sans raison valable. Pour d'autres explications, répétons-le, de moindre dangerosité, la LFP a reporté, re-reporté et re-re-reporté les matchs. D'où la question finale : Medaouar, qui s'est déjà fait remarquer par ses déclarations intempestives, serait-il tenté par l'embrassement ?

M. B.

FOOTBALL

LES ANCIENS JOUEURS ET DIRIGEANTS SOLLICITÉS PAR LA SONATRACH

L'après-KSK se prépare au MCA !

● Le MC Alger prépare sa mue. A cadence rythmée par les derniers événements qui ont secoué l'institution du Mouloudia, mal géré et logiquement mal récompensé sur le terrain. C'est le prototype des géants aux pieds d'argile.

Doyen des clubs algériens, malgré la polémique et les polémistes, le club de La Casbah transféré à Bab El-Oued connaît des moments difficiles à quelque 30 mois de son centenaire. Par la faute, et on ne le dit jamais assez, de ses enfants et tous ceux qui ont à accaparer son pouvoir. Celui exercé sur une population dont l'amour n'a pas de limite pour le vert et le rouge mais également sur les décideurs qui veulent s'impliquer, souvent maladroitement, dans la gestion d'un tel patrimoine. C'est une institution qui a survécu au temps et à l'homme. Mais ces derniers temps, la persistance des problèmes a condamné le Doyen à subir les tourments, les uns après les autres. Depuis le titre national de 2010 fêté dans l'anonymat le plus total, les Mouloudéens ont multiplié les déboires. Et leur déception, malgré quelque temps forts en Coupe d'Algérie (sacre en 2014 face à la JSK puis le NAHD en 2016), n'avait pas d'égale que les gifles à répétition reçues sous les ordres de dirigeants en manque d'imagination, probablement de compétences, pour mener la baraque à bon port. Omar Ghrib, Abdelkrim Raïssi ou bien Kamel Kaci Saïd incarnaient toute l'impuissance d'un parrain, la

Sonatrach, supposé être la mamelle nourricière de tout un pays. Depuis 2010, le club a souvent flirté avec les cimes du challenge national face à des concurrents qui n'ont pas les mêmes moyens mais qui ont d'autres armes pour embellir leur vitrine. L'ESS et l'USMA en particulier ont empêché le MCA de s'imposer en championnat en de nombreuses occasions. En 2017, l'équipe a même terminé 2^e alors qu'elle semblait toute désignée pour coiffer son monde à l'arrivée. Le peuple du Mouloudia a plié mais n'a pas craqué. La même fierté se dégageait de ses chants en chœur, ses encouragements et sa colère. L'équipe ne gagnait pas mais laissait transparaître quelques bons signes d'amélioration. Malade, le Doyen ne pouvait disparaître à jamais à l'aune de son centenaire par la faute de ses dirigeants aux projets alambiqués et ses footballeurs «cocainés». Les scandales sont tels, et les promesses jamais tenues, qu'il fallait provoquer l'onde de choc. Et celle-ci l'a été grâce à l'inanité des coéquipiers de Dieng qui, en six mois cette saison, ont raté tous leurs objectifs (Ligue des champions, championnat d'Algérie, Coupe arabe et Coupe d'Algérie). Le tout malgré un plan de recrutement onéreux et un budget de fonctionnement hors normes. Kaci Saïd Kamel, le DGS, était tout désigné pour encaisser l'échec. Un échec programmé sachant que malgré les recrues et les changements au niveau de la barre tech-



Photo : DR

nique, la mécanique grinçait, localement et à l'international. C'est pourquoi le changement devenait inévitable. KSK qui perdait ses «appuis» au fil des contrecoups subis par le team mouloudéen fera de la résistance jusqu'au moment où il comprit que rien ne servait de chercher une porte d'honneur qui n'existe pas. Démissionnaire depuis quelques jours malgré la confiance que lui a renouvelée le patron de la firme pétrolière nationale, Kaci Saïd est proche de la porte de sortie. Et les décideurs de la Sonatrach s'emploient à lui trouver un successeur coûte que coûte. Dans l'urgence, le P-dg de la Sonatrach pensait confier les

clés de la section de football à l'expatréon président de la FAF, Mohamed Raouraoua qu'il a rencontré quelque part dans un pays du Golfe. Mais l'actuel vice-président de l'UAFA, soucieux de préserver sa réputation, a proposé un de ses anciens lieutenants à la FAF, Walid Sadi dont le profil est bien meilleur que tous ceux qui se sont succédé à la direction du club algérois. Une piste difficile à emprunter tant les réticences sont nombreuses. Les supporters veulent impliquer les enfants du club afin de préserver l'authenticité de l'institution du Mouloudia. C'est pourquoi la Sonatrach a décidé de confier toutes les sensibilités mouloudéennes à venir disserter sur l'avenir du club. C'est dans cet ordre d'idées que d'anciens footballeurs (Zenir, Betrouni, Bachi, Badji etc.) ont été aperçus dans les bureaux de la DG de la firme pétrolière. Si aucune indication n'est venue éclairer l'opinion mouloudéenne sur les tenants de ses rencontres, il est des certitudes que les propriétaires du MCA mettront en place, d'abord, une direction collégiale pour la gestion de la transition avant de se lancer dans une structuration souvent confiée à du personnel en voie de garage pour qui le Mouloudia d'Alger ne veut pas dire grand-chose. M. B.

RC KOUBA

Le Raed sort la tête de l'eau... provisoirement

A la faveur de sa belle victoire (0-2), ô combien importante, devant l'USM El-Harrach, mardi au stade du 1^{er}-Novembre, en match comptant pour la 23^e journée de la Ligue 2 Mobilis, le RC Kouba s'est extirpé provisoirement de la zone rouge. Une victoire qui propulse les Koubéens à la 13^e place du classement avec 23 points, soit à un point du premier reléguable. Pour les gars de Mounir Zeghdoud, ce succès leur permet de respirer pour bien aborder la suite du championnat. Pour sa prochaine rencontre, le RCK accueille l'ES Mostaganem au stade Benhaddad avec comme objectif enchaîner avec une quatrième rencontre sans défaite et une 3^e victoire consécutive. «Le plus important c'était la victoire. C'est un résultat qui nous donne toutes les chances afin de réussir le maintien. On a essayé d'être à la hauteur de ce derby et on a tout fait afin de ne pas encaisser de buts. Le premier but nous a permis de bien gérer la rencontre et le second nous a permis de tuer le match», a déclaré l'entraîneur du RCK, Mounir Zeghdoud qui reste toutefois prudent. «Il faut penser à la suite car rien n'est encore gagné et la suite de la compétition s'annonce difficile. Il faut maintenant continuer sur cette bonne lancée».

Ah. A.

USM EL-HARRACH

Sem-Sem s'enfonce !

L'USM El-Harrach, battue mardi par le RC Kouba (0-2) dans son fief du 1^{er}-Novembre en match de la 23^e journée de la Ligue 2 Mobilis, compromet désormais ses chances de maintien. Occupant la 15^e et avant-dernière place au classement avec 22 points, l'USMH croit toutefois encore à la survie. Chérif Hadjar devrait remotiver ses hommes pour préparer la suite du championnat, à commencer la rencontre de la 24^e journée avec un déplacement périlleux à Bou-Saâda programmé samedi. Ils devront tout faire pour remporter une victoire avant d'accueillir l'US Biskra (25^e journée) se rendre à Chlef (26^e journée) et recevoir l'USMB (27^e journée). Ensuite, les Harrachis se rendront à Béjaïa (28^e journée) avant d'accueillir le MC Saïda (29^e journée) et terminer la saison face à la JSM Skikda. Les Jaune et Noir auront ainsi une fin de saison difficile avec des déplacements périlleux, notamment à Chlef et Béjaïa.

Ah. A.

ASM ORAN

La crise financière impacte les jeunes catégories

● L'ASM Oran, considérée comme une véritable école de formation, est en train de perdre beaucoup de sa réputation, comme l'attestent les éliminations de toutes ses catégories jeunes dans des tours avancés en Coupe d'Algérie de football.

L'équipe des moins de 17 ans n'a pas dérogé à la règle cette saison, après avoir perdu sur le terrain de la JSM Tiaret (1-0) samedi passé dans le cadre des huitièmes de finale de l'épreuve populaire. Il s'agit de la dernière équipe des jeunes Oranais, encore en course dans cette compétition, après les échecs des autres catégories lors

des précédents tours. Ces contre-performances ont surpris plus d'un parmi les milieux sportifs dans la capitale de l'ouest du pays, d'autant qu'il s'agit de la troisième saison de rang que l'ASMO connaît le même scénario, alors que par le passé, ses jeunes dominaient généralement les épreuves de coupe.

Dans l'entourage du club, l'on pointe un doigt accusateur sur les responsables qui ont relégué au second plan le volet de la formation, au moment où même l'équipe première est en train de lutter pour assurer son maintien en Ligue 2.

Interrogé par l'APS à ce propos, le responsable des jeunes à l'ASMO, Mahieddine Bekhat, a imputé cette situation au «manque flagrant en moyens financiers et matériels». «Ce ne sont pas seulement les catégories jeunes qui sont victimes de la crise financière couvant le club, puisque même l'équipe première en souffre le martyr, hypothéquant même son avenir en deuxième palier», a-t-il déploré. Commentant les échecs de ses différentes équipes en Coupe d'Algérie, dont la dernière en date celle des moins de 17 ans, ce responsable a évoqué aussi le facteur

de chance qui a tourné le dos à ses protégés. «Cela ne doit pas remettre en cause la qualité du travail établi au niveau des catégories jeunes. La preuve, plusieurs juniors ont été promus en équipe fanion, et c'est d'ailleurs là l'objectif assigné à ces catégories», a-t-il poursuivi. Profitant de l'occasion, il a fait appel aux autorités locales pour venir au secours du club, notamment les catégories jeunes «qui ont toujours été le principal pourvoyeur de talents au profit des plusieurs clubs dans différentes régions du pays». «On ne dispose d'aucun sponsor, et si on arrive à

subvenir à nos besoins, c'est grâce à l'apport personnel des fidèles et des actionnaires du club. Cela dit, la pâte existe toujours à l'ASMO, mais on aspire juste à bénéficier de plus de moyens financiers», a encore expliqué Bekhat, à la tête de la commission des jeunes de la formation de M'dina J'dida depuis plus de 20 ans. En revanche, il s'est réjoui du fait que le problème de l'outil de travail, plus précisément, les sites d'entraînement, ne se pose pas pour ses 9 catégories jeunes, qui s'entraînent au niveau de trois stades d'Oran.

ESPAGNE

Pas de sanction pour Bale après un apparent bras d'honneur



L'ailier du Real Madrid Gareth Bale, dénoncé par la Liga pour un possible bras d'honneur à l'encontre des supporters de l'Atlético (3-1), n'a pas été sanctionné hier par la fédération espagnole,

qui a classé l'affaire faute d'éléments de la part de l'arbitre du match. Lors du derby le 9 février au stade Metropolitano, l'attaquant gallois (29 ans) avait fêté son but avec un curieux geste, main sur le pli du coude, dans lequel la presse espagnole avait aussitôt dit voir un bras d'honneur. La Ligue espagnole (LaLiga) avait alors déposé une plainte devant la fédération (RFEF), laquelle a requis un rapport complémentaire de la part de l'arbitre de la rencontre. Mais ce dernier n'a pas « constaté d'infraction aux règles du jeu ni d'action méritant un avertissement ou une procédure disciplinaire », a écrit le Comité de compétition de la RFEF, décidant de classer l'affaire. Bale risquait jusqu'à 12 matchs de suspension en fonction de la gravité de la qualification du geste. Très critiqué à Madrid pour avoir affiché son mécontentement d'être remplaçant dimanche contre Levante (2-1), le Gallois a donc été autorisé à disputer une semaine décisive pour le Real, opposé au FC Barcelone hier soir en demi-finale retour de Coupe du Roi (aller 1-1), puis samedi en Liga.

ANGLETERRE

Leicester s'impose sous les yeux de Rodgers

Leicester s'est imposé face à Brighton (2-1) sous les yeux de son nouvel entraîneur Brendan Rodgers, nommé juste avant la rencontre, mardi lors de la 28^e journée de Premier League. Les « Foxes », qui n'avaient plus gagné depuis le 1^{er} janvier, ont battu les « Seagulls » grâce à des buts de Demarai Gray et Jamie Vardy. « Je leur ai parlé du nouveau manager et dit qu'il fallait juste se concentrer sur le match. Il a donné un coup de pouce aux joueurs. Il a dit qu'il était enthousiaste de commencer », a déclaré Mike Stowell, l'entraîneur intérimaire de Leicester. Rodgers a quitté le Celtic Glasgow mardi pour s'engager avec Leicester, qui était sans entraîneur depuis le limogeage du Français Claude Puel dimanche. Le technicien nord-irlandais a assisté au match depuis les tribunes du King Power Stadium. Il n'entrera en fonction que samedi, avant le match de la 30^e journée contre Watford dimanche. Dans les autres matchs de la soirée, Newcastle a remporté une victoire importante en vue du maintien, contre Burnley (2-0), grâce à des buts de Fabian Schär et Sean Longstaff. Au classement, les « Magpies » doublent les « Clarets » et ont désormais sept points d'avance sur le premier reléguable. Une zone rouge vers laquelle se dirige en revanche Cardiff (17^e), battu à domicile par Everton (3-0) après notamment un doublé de Gylfi Sigurdsson. La lanterne rouge Huddersfield a battu Wolverhampton (1-0), mais reste à onze points du maintien.

FOOTBALL

VERTS D'EUROPE

Brahimi buteur en coupe

● Le FC Porto a fait un grand pas vers la finale de la Coupe du Portugal de football, en battant mardi soir à domicile le Sporting Braga (3-0) en demi-finale (aller), durant laquelle le milieu offensif international algérien Yacine Brahimi a signé son 10^e but de la saison, toutes compétitions confondues.

L'actuel leader du championnat a ouvert le score à la 37^e minute sur penalty grâce à Telles avant que Soares ne corse l'addition en seconde période (63^e). Entré en cours de jeu à la 82^e minute, le joueur algérien n'a pas tardé à se mettre à l'évidence en donnant plus d'ampleur à la victoire des siens avec le troisième but inscrit dans le temps additionnel (90⁺4) d'un tir enroulé. Brahimi compte 7 buts en « Primeira Liga » et 3 dans les deux Coupes nationales. Dans l'autre demi-finale (aller), Benfica s'est imposé face à son voisin du Sporting (2-1). La seconde manche des deux rencontres est fixée au mercredi 3 avril prochain. Le FC Porto tentera d'aller jusqu'au bout de cette Coupe du Portugal, un mois après sa défaite en finale de la Coupe de la Ligue le 26 janvier dernier face au Sporting Lisbonne (1-1, aux t.a.b 1-3). Les « Dragons » restent engagés en Ligue des champions, où ils ont été battus en déplacement par les Italiens de l'AS Rome (2-1) en 8^{es} de finale (aller). Brahimi (29 ans) est en



Photos : DR

train probablement de vivre ses derniers mois avec Porto qu'il avait rejoint en 2014, puisqu'il sera en fin de contrat en juin. Les tentatives de la direction pour le prolonger ont échoué.

Berrahma ambitionne de revenir en sélection

L'attaquant international algérien de Brentford (Div.2 anglaise), Saïd Berrahma, a exprimé son désir de revenir en équipe nationale de football, en vue de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2019 en Egypte (21 juin - 19 juillet). « C'est super important pour moi qui suis né en Algérie. C'est mon pays de cœur. J'ai envie d'être appelé en sélection, j'ai ça dans un coin de ma tête.

Après, c'est le sélectionneur qui doit faire son choix. J'ai envie de représenter mon pays, mais je pense que j'ai encore du temps pour cela. Dès qu'on fera appel à moi, je répondrais présent et je me donnerais à 100% », a affirmé Berrahma dans un entretien accordé au site du club. Le joueur âgé de 23 ans est en train de crever l'écran cette saison avec un bilan de 7 buts et 11 passes décisives, ce qui fait de lui l'un des joueurs les plus influents de la Championship. Il compte une seule sélection avec l'équipe nationale sous Christian Gourcuff, en amical face au Sénégal (1-0) le 13 octobre 2015 au stade du 5-Juillet (Alger). « Durant la première partie de la

saison, c'était un peu mitigé, j'avais une suspension et une blessure. Mais je pense que cela m'a aidé à m'adapter et à me remettre en question. Maintenant, c'est la deuxième partie de saison et c'est le plus important, car pour aller chercher quelque chose, il faut être performant, tout le monde se donne à 100% et ça marche », a-t-il ajouté.

Le natif d'Aïn Témouchent, formé à l'OGC Nice (Ligue 1 française), s'est engagé avec Brentford l'été dernier pour un contrat de quatre ans. Lors de la saison 2017-2018, il avait porté les couleurs de Châteauroux (Ligue 2/ France) où il avait inscrit 12 buts en 34 apparitions.

FRANCE

Nantes saisit la Fifa pour le paiement du transfert de Sala à Cardiff

● Le FC Nantes a saisi la Fifa pour obtenir de Cardiff le paiement du transfert de l'attaquant argentin Emiliano Sala, suspendu par le club gallois, a confirmé hier l'organisation.

« Nous pouvons confirmer que nous avons reçu (mardi) soir une plainte du FC Nantes contre Cardiff en lien avec le transfert d'Emiliano Sala », a indiqué à l'AFP un porte-parole de la Fifa. « Nous étudions cette affaire et nous n'avons par conséquent aucun autre commentaire à faire pour le moment », a-t-il ajouté. Après la disparition du joueur dans un accident d'avion, Cardiff avait décidé de ne pas honorer un premier versement de 6 millions d'euros sur les 17 du montant total du transfert, alors qu'il avait été validé par les autorités footballistiques avant l'accident. Nantes avait envoyé début février un courrier laissant 10 jours à Cardiff pour régler ce premier tiers avant d'entamer une procédure devant la Fifa, conformément au règlement de l'institution.

De son côté, le club gallois avait indiqué vouloir attendre les premières conclusions du rapport d'enquête sur l'accident pour voir si une partie des responsabilités pouvait être imputées aux Canaris, justifiant une révision à

la baisse de ce transfert record pour les « Bluebirds ». Cardiff estimait également que, le vol ayant été organisé par Mark McKay, fils de l'intermédiaire Willy McKay mandaté par Nantes pour trouver un club anglais à Sala, les Jaunes et Verts étaient concernés par l'organisation du vol fatal.

Nantes avait fait valoir qu'un Certificat international de transfert (CIT), enregistrant la mutation de Sala de Nantes à Cardiff, avait été émis avant l'accident et que l'avant-centre n'était donc plus sous sa responsabilité. Selon un premier rapport d'en-

quête provisoire publié lundi, l'appareil transportant Sala et piloté par David Ibbotson, toujours porté disparu, ne semblait pas avoir les autorisations pour effectuer un vol commercial. Il n'est même pas certain que le pilote ait eu l'autorisation pour voler de nuit, toujours selon le rapport provisoire. Le corps d'Emiliano Sala avait été retrouvé à bord de l'épave de l'avion et récupéré le 7 février, plus de deux semaines après la disparition de l'appareil dans la Manche, au large de l'île de Guernesey.



À L'INITIATIVE DES ÉTATS-UNIS

Un tournoi des Amériques avec 16 pays en 2020 ?

La Fédération américaine de football (USSF) veut organiser le tournoi des Amériques regroupant, en 2020, 10 nations d'Amérique du sud et les six meilleures de la partie nord du continent (zone Concacaf), a révélé mardi le *New York Times*. Selon le quotidien américain, le président de l'USSF Carlos Cordeiro a déjà envoyé une lettre aux dix fédérations de la Conmebol (confédération sud-

américaine) pour les inviter à participer à ce tournoi qui ressemblera beaucoup à la Copa America du centenaire, en 2016, et disputée à travers les États-Unis. Le tournoi des Amériques 2020 se déroulera en même temps que l'Euro-2020 de football. Toujours selon *The Times*, l'événement générerait quelque 200 millions de dollars à partager entre les équipes participantes et leur fédération. Le vainqueur tou-

chera à lui seul 11 millions de dollars. La proposition américaine sera discutée la semaine prochaine à Miami, avant la réunion du comité exécutif de la Fifa, le 15 mars. La Copa America du centenaire en 2016 avait été organisée dans différentes villes américaines pour marquer le 100^e anniversaire de la compétition sud-américaine, avec 10 équipes sud-américaines et six issues de la zone Concacaf.

NATATION

**AGO de la FAN
samedi à l'OCO**

La Fédération algérienne de natation (FAN) tiendra son assemblée générale ordinaire (AGO) pour l'exercice 2018, ce samedi 2 mars à partir de 8h au Centre de presse international de l'Office du complexe olympique Mohamed-Boudiaf, à Alger. L'ordre du jour des travaux de l'AGO s'articulera autour de six points dont l'approbation du procès-verbal de l'assemblée générale de l'exercice 2017 ; la lecture et l'approbation des bilans moral et financier de l'exercice 2018. La FAN présentera également pour approbation le plan d'action 2019 et la désignation d'un commissaire aux comptes pour le mandat 2019-2021. **Ah. A.**

**HANDBALL : COUPE ARABE
DES CLUBS À ORAN**

**L'UAHB reporte la
compétition pour
cause de campagne
électorale**

L'Union arabe de handball (UAHB) a décidé de reporter la Coupe arabe des clubs vainqueurs de coupes, prévue du 20 au 28 mars à Arzew (Oran), suite à la réquisition des salles de sports en vue de la campagne électorale pour la présidentielle 2019, a indiqué l'instance arabe. «La compétition a été reportée suite à la réquisition des salles de sports en vue de la campagne électorale qui débutera le 24 mars en vue de la présidentielle du 18 avril. La Fédération algérienne de handball (FAHB) a envoyé une correspondance pour demander le report, chose qui a été acceptée par l'instance arabe», a précisé la même source, soulignant que «la partie algérienne a proposé de faire disputer la compétition du 23 avril au 2 mai». L'ES Arzew, pensionnaire de la division Excellence et qui joue actuellement sa survie parmi l'élite, avait présenté sa candidature pour accueillir l'édition 2019 de la Coupe arabe des vainqueurs de coupes lors du précédent tournoi organisé à Sfax (Tunisie), auquel elle avait participé en tant qu'invité d'honneur. Le club de la ville pétrochimique était en concurrence avec le représentant marocain, en l'occurrence Tanger, rappelle-t-on. Trois salles omnisports sont retenues pour abriter l'épreuve arabe, à savoir Arzew, Akid-Lotfi et Sidi-El Bachir, les deux dernières étant implantées à Oran.

JUDO

APRÈS SON TITRE ARABE À MARRAKECH

**Al-Hilal Essaied d'Oran
gagne des échelons**

● **Les deux judokas du club sportif amateur Al-Hilal Essaied (Oran), Bennacer Lahcen et Bellouti Brahim, ont remporté le championnat arabe des clubs champions (kata), clôturé dimanche dernier à Marrakech (Maroc), une distinction qualifiée d'«exploit» par leur président Abdelhadi Benali.**

«Il s'agit de notre premier titre international depuis la création de notre club en 2015. Cette consécration montre si besoin est que nous sommes sur la bonne voie», s'est réjoui le jeune président. Le duo algérien s'est illustré dans les épreuves de kata (Minou kata), en dominant les débats, comme l'atteste l'avance de 200 points qu'il a prise par rapport au deuxième, selon la même source. Après avoir remporté le championnat d'Algérie, les deux judokas oranais ont tenu à aller au bout de leur rêve en s'adjudgeant le trophée arabe, même si leur petit club a eu du mal pour leur

assurer cette participation dans le rendez-vous de Marrakech. «Notre club n'a pas beaucoup de moyens, notamment sur le plan financier, ce qui a failli jouer un mauvais tour à nos deux athlètes à l'occasion de ces championnats desquels ils allaient déclarer forfait, mais notre détermination à honorer les couleurs nationales a fini par l'emporter», a encore dit le président d'Al-Hilal Essaied. Après cette belle performance, le prochain objectif du couple sera de rééditer le même scénario lors des prochains championnats d'Afrique, selon le premier responsable de leur club.

Outre le judo, Al-Hilal Essaied compte trois autres disciplines, à savoir la gymnastique, le king-boxing et l'aïkido, souligne-t-on. Lors des championnats arabes de Marrakech, la ville d'Oran s'est également illustrée dans les épreuves individuelles et par équipes

grâce au club sportif amateur de Ouled El Bahia, dont les sportifs ont raflé 7 médailles (4 or, 2 argent et 1 bronze), tout en s'adjudgeant le titre par équipes, rappelle-t-on. Un accueil chaleureux a été réservé par les autorités locales, aux athlètes des deux équipes

oranaises à leur retour dans la capitale de l'ouest du pays mardi passé. «On espère que les résultats réalisés, aussi bien par nos judokas que ceux d'Ouled El-Bahia, vont stimuler les autorités locales pour nous accorder plus de moyens», a souhaité le président d'Al-Hilal.

**CHAMPIONNATS NATIONAUX PAR ÉQUIPES
DES DIVISIONS 1 ET 2**

Report de la compétition

Les Championnats nationaux «par équipes» de judo (Divisions 1 et 2), initialement prévus du 1^{er} au 2 mars 2019, sont finalement reportés à une date ultérieure, a annoncé hier la Fédération algérienne de la discipline (FAJ). L'Instance fédérale s'est contentée d'annoncer cet ajournement, sans dévoiler les raisons qui ont motivé le report, ou la date exacte à laquelle a été reprogrammée l'échéance. Des compétitions qui devaient concerner uniquement les catégories seniors (messieurs et dames), dans les deux Divisions, 1 et 2. La semaine dernière à Batna, les championnats d'Algérie «jeunes» ont été émaillés d'incidents. La contestation des entraîneurs et des athlètes à propos des dérives arbitrales a été suivie d'échauffourées.

TIR SPORTIF : AG ORDINAIRE DE LA FATS

**Rejet des bilans du
président Hamlat**

Les membres de la Fédération algérienne de tir sportif (FATS) ont rejeté les bilans moral et financier de l'exercice 2018, lors de l'assemblée générale ordinaire (AGO) tenue hier à la maison des Fédérations à Dely-Ibrahim (Alger). Les bilans moral et financier de l'exercice 2018 ont été rejetés par neuf membres contre six sur les 35 membres que compte l'assemblée générale

de la FATS, en présence des représentants du ministère de la Jeunesse et des Sports, Lynda Mekacher et Sid-Ahmed Amrouni. Dès son installation à la tête de la FATS, le président Ali Hamlat a connu de nombreux conflits avec les membres de son bureau fédéral dont sept sur les huit qui le composent ont sollicité le 14 janvier 2018 le retrait de confiance pour mauvaise gestion.

SPORT NAUTIQUE

**Championnat
régional d'apnée indoor
samedi à Oran**

Le championnat régional d'apnée indoor aura lieu samedi à la piscine de Boutlélis (Oran), a-t-on appris des organisateurs. Cette compétition de sport nautique, organisée par la Ligue de wilaya d'Oran de sauvetage, de secourisme et des activités subaquatiques, verra la participation de plus de 30 apnéistes issus de sept clubs et associations sportives. Le programme de ce tour régional, qualificatif à la phase finale du championnat national, prévoit le déroulement de quatre épreuves d'apnée. Il s'agit de l'apnée statique et des trois formes d'apnée dynamique avec palmes. A l'issue de cette phase régionale, les trois premiers de chaque épreuve seront qualifiés pour la finale du championnat d'Algérie, prévue fin mars à Béjaïa, rappelle-t-on.

VOTRE WEEK-END SPORTIF

FOOTBALL

Ligue 1 Mobilis (23^e journée)

Samedi 2 mars

(17h) : USMA-Paradou AC
(17h45) : JS Kabylie-ES Sétif
(18h) : DRBT-O Médéa
(18h) : CABBA-USM Bel-Abbès
(18h) : JS Saoura-MO Béjaïa.

Dimanche 3 mars (16h)

MCO-CR Belouizdad
*CSC-MCA et NAHD-ASAM reportés à une date ultérieure.

Ligue 2 Mobilis (24^e journée)

Samedi 2 mars

(15h) : ABS-USM El-Harrach
(15h) : USMB-JSM Béjaïa
(15h) : RC Kouba-ES Mostaganem
(16h) : WAT- NC Magra
(16h) : USMAN-MC El-Eulma
(16h) : ASMO-RC Relizane
(17h) : USB-JSM Skikda
(17h) : ASO-MC Saïda.

Championnat amateur (23^e journée)

Groupe Centre

Vendredi 1^{er} mars (15h)

RC Arbaâ-IB Lakhdaria
US Béni Douala-AR Ouargla
ES Ben Aknoun-IB Khemis
El-Khechna
ESM Koléa-NT Souf.

Samedi 2 mars (15h)

NRB Touggourt-JS Haï Djabel
NARB Réghaïa-RC Boumerdès
CR Béni Thour-CRB Aïn Oussera
WR M'sila-WA Boufarik.

Groupe Est

Vendredi 1^{er} mars (15h)

AB Chelghoum Laïd-CRB Kaïs
CRB Ouled Djellal-US Chaouia
USM Aïn Beïda-HB
Chelghoum Laïd.

Samedi 2 mars (15h)

USM Khenchela-US Tébessa
JSD Jijel-CRB Aïn Fekroune
E. Collo-CR Village-Moussa
AB Merouana-MO Constantine
AS Khroub-CA Batna.

Groupe Ouest

Samedi 2 mars (15h)

CRB Dar-el-Beïda-US Remchi
OM Arzew-SKAF Khemis
JSM Tيارت-USMM Hadjout
IRB El Kerma-GC Mascara
IRB Maghnia-CRB Ben Badis
SA Mohammadia-SCM Oran
RCB Oued R'hioi-ASB Maghnia
MB Hassasna-MCB Oued Sly.

Interrégions (22^e journée)

Groupe Ouest

Vendredi 1^{er} mars (15h)

CRM Bouguirat-WA Mostaganem
CRB Hennaya-MB Sidi Chahmi

JS Emir Abdelkader-CR

Témouchent
CRB Sfisef-IS Tighennif
ZSA Témouchent-JS Sig
ICS Tlemcen-CRC Tيارت
CRB Adrar-CSR Tindouf
USM Oran-IRB Aïn Hadjar.
Groupe Centre-Ouest
Vendredi 1^{er} mars (15h)
FCB Frenda-IRB Aflou
IRB Laghouat-CRB Boukadir
IRB Boumedfaâ-CRB Sendjas
CR Zaouia-RA Aïn Defla
ORB Oued Fouda-ES Berrouaghia
USB Tissemsilt-E. Sour Ghazlane
ARB Ghriss-CRB Froha
SC Aïn Defla-JSM Chéraga.

Groupe Est

Vendredi 1^{er} mars (15h)

ES Bouakeul-CB Mila
WM Tébessa-NRB Grarem
MSP Batna-CRB Dréan
ESB Besbès-ES Guelma
IRB Robbah-CRB Aïn Yagout
NASR El-Fedjoudj-NRC
Boudjelbana
IRB El Hadjar-MB Rouissat
Hamra Annaba-O Magrane.

Groupe Centre-Est

Vendredi 1^{er} mars (15h)

US Oued Amizour-IRB Aïn Lahdjar
ASC Ouled Zouaï-NRB Teleghma
FC Bir El-Arch-JS Azazga

OM Ruisseau-Hydra AC

IRB Berhoum-DRB Baraki
MB Hassi Messaoud-MB Bouira
US Souf-AS Bordj Ghedir
SA Sétif-USM Sétif.

VOLLEY-BALL

**Superdivision seniors-messieurs
(11^e journée)**

Vendredi 1^{er} mars (17h)

Poule Centre-Ouest

GS Pétroliers-MB Béjaïa
WA Tlemcen-NC Béjaïa
RC M'sila-O El-Kseur (reporté à une date ultérieure)

Exempt : PO Chlef.

Vendredi 1^{er} mars (16h)

Poule Centre-Est

JSC Ouled Adouan-EF Aïn Azel
JM Batna-ES Sétif
OMK El-Milia-ES Tadjenant
Exempt : NR Bordj Bou-Arréridj.

HANDBALL

Division nationale Excellence

(2^e phase, 4^e journée)

Vendredi 1^{er} mars (15h)

Play-off

CRBBA-ES Aïn Touta
IC Ouargla-GS Pétroliers

JSE Skikda-CRB Baraki

OM Annaba-JS Saoura.
Play-down
O El-Oued-CR El-Harrouch
MC Saïda-ES Arzew
MB Tadjenant-HBC El-Biar
CRB Mila-C Chelghoum Laïd.

**Division Excellence seniors-dames
(13^e journée)**

Vendredi 1^{er} mars

US Akbou-FC Boumerdès (15h)
HBC El-Biar-ASFAK
Constantine (16h).

Samedi 2 mars

CR Didouche Mourad-Hawa
Saïda (10h)
NRF Constantine-GS
Pétroliers (11h30)
CHB Bachdjarah-JS
Awzallaguen (15h).

HANDI-BASKET

Division Nationale I (15^e journée)

Vendredi 1^{er} mars (10h)

FC Boufarik-IR Boufarik
AK El-Khechna-Amel Bou-Saâda.

Samedi 2 mars

CR El-Harrach-Nour M'sila (13h)
ASHW Béjaïa-Nour Hammadi (10h)
*CBB Arréridj (exempt)
**Hodna M'sila (forfait général).

NECROLOGIE

PENSÉES

Cela fait déjà dix-neuf (19) années depuis que nous as quittés notre cher et regretté fils, frère



Serbouh Mustapha

Les êtres chers ne meurent pas quand on les enterre, mais ils meurent quand on les oublie, et toi, cher fils, tu es toujours dans nos cœurs et nos esprits.

Le vide que tu as laissé en nous, nul ni personne ne pourra le combler, les années passent et la douleur est toujours aussi brûlante que le jour de ta disparition, tu nous as quittés subitement à la fleur de l'âge pour un monde meilleur. Cette date restera à jamais gravée dans nos cœurs meurtris et brisés.

Nous te pleurons encore et encore, Mustapha, ta présence est si intense que tu es partout en nous tous.

En ce douloureux souvenir, ton papa, ta maman, qui n'arrivent pas à sécher leurs larmes et qui ne cesseront jamais de te pleurer, tes frères Karim, Salim et Samir, tes sœurs Kahina et Saliha, et son fils Ahmed, tes amis, en particulier Fezzani Saïd - fleuriste - qui a témoigné son amitié avec une gerbe de fleurs, demandent à tous ceux qui t'ont connu et aimé d'avoir une pieuse pensée à ta mémoire.

Que Dieu le Tout-Puissant t'accorde une place parmi les siens.

Repose en paix, très cher fils Mustapha.

Ta maman qui ne t'oubliera jamais.

LE SOIR DE L'IMMOBILIER

APPARTEMENTS

Vends appartement F3 grand standing, sup. 125 m2, avec terrasse, belle vue, à 2 km du centre-ville T-O, toutes commodités. Contactez : 0550 26 36 32 F107998/B13

Société de promotion immobilière commercialise des appartements de haut standing à Chéraga, dans une résidence gardée. - 0559 122 101

F65/B1

Agence immo. Nazim Tizi-Ouzou - Tél.: 0550.48.19.42 / 0771.17.56.98 - Vend F3 au 4^e étage. Très bien fini. Top. Dalle de Sol. Faïence de luxe.

Aluminium. Barreaudage. 2 façades. Chauffe-bain. Double porte blindées. Situé face à la clinique El-Djouher, cité des 2000-Logts, Nouvelle-Ville Tizi-Ouzou, bon voisinage, avec acte et livret foncier, accepte crédit bancaire, libre de suite. 820 unités négociables.

F107992/B13

CRÉATION D'ASSOCIATION

Conformément à la loi 06/12 du 12/01/2012 relative aux associations, il a été procédé à la création d'association dénommée «comité de village d'Aït Khelfoune, commune Aït Mahmoud-Beni Douala», agréée sous le n° 01 du 23 janvier 2019 et sont élus comme suit : Président : M. Zedek Youcef S. Général : M. Temzi Mouloud Trésorier : Tirouche Madjid.

R 107995 B/13

Vds appt F4, 120 m2, semi-fini, 1^{er} étage, dans coopérative sécurisée, toutes commodités, à Miramar. Tél.: 0660 16 87 76 NS

Vds immeuble, Bld des Martyrs, s/s R+5, bureau et appartement. Prix 350 U. - Tél.: 0560 933 042 F147009

Vends F3, Meftah. Rez-de-chaussée. Proximité transports en commun, écoles, lycées et commerces. Tél.: 0552 04 24 90 - 0555 37 45 11 - 0668 01 47 43 NS

Société de promo. immo. vend, à Boumerdès centre-ville, logts en cours de réalisation + locaux. Tél.: 0551 430 450 et 0549 82 39 11

F34/B1

Vends F3 top, Aïn-Benian, 2^e étage. Toutes commodités. Tél.: 0552 04 24 90 - 0555 37 45 11 - 0668 01 47 43 NS

LOCATIONS

Zéralda, loue local 12 m2 + étg. sanitaire, cité AADL, prix 22 000 DA - 0667 81 12 86

TERRAINS

Vends terrain 507 m2, R+5, situé à Oued-Falli, Tizi-Ouzou, quartier «A», livret foncier. Tél.: 0676 37 81 24

F107999/B13

DEMANDES D'EMPLOI

Jeune fille âgée de 24 ans, diplôme Master 2 en droit, cherche emploi. Tél.: 0557 009 455 NS

JH, 38 ans, cherche emploi comme chauffeur, 15 ans d'expérience, apte au déplacement. Tél.: 0559 807 404

16 ans d'expérience dans le contrôle de gestion, cherche emploi à Alger et environs. Tél.: 0797 09 71 09 F147000

Cadre retraitée cherche emploi dans l'administration, les ressources humaines, moyens généraux, peut aussi prendre en gérance une entreprise. Tél.: 0541 62 60 36 - Curieux s'abstenir. NS

Je cherche du travail dans le domaine de la soudure, dans une entreprise nationale ou privée. - 0662 73 95 51 F147013

JF âgée de 22 ans, cherche emploi comme vendeuse ou femme de ménage, H24, même salaire symbolique (orpheline de deux parents). Tél.: 0656 48 28 67

Architecte âgé de 29 ans, un an d'expérience, maîtrise log. 2D et 3D, cherche emploi. Tél.: 0557 07 79 08 F147026

Cadre banc. ch. tr. - 0668 810 560 F147019

Je cherche un emploi comme chauffeur et protecteur privé, avec exp. - 0698 311 211 F147012

H., 60 ans, ch. emploi chauffeur poly., anglais, français. Tél.: 0556 87 96 49 F147017

Jeune femme âgée de 33 ans cherche emploi comme secrétaire, universitaire en langues étrangères, oral et écrit excellente, travaillé en tant que secrétaire de direction dans la construction BT, et assistante commerciale dans Sté d'aménagement. Tél.: 0656 25 55 82

SOS Très urgent : vieille dame malade, nécessiteuse, dans un état de santé précaire, cherche **couches adultes** médium. Tél.: 0559 807 404

SOS Très urgent : vieille dame malade (Parkinson) cherche **couches adultes larges**. Tél.: 0553 58 78 17 0554 59 10 38

AVIS DIVERS

Vous voulez réussir la tessdira de votre fille ? Vous voulez que ce jour soit le plus beau jour de sa vie ? Faites appel à une professionnelle au : 0554 92 23 08 NS

Prends travaux d'étanchéité, peinture. - 0661 60 89 28 - 0775 466 484 F146970

Réparation TV à domicile, toutes marques. Tél.: 0772 89 17 22 - 0776 33 88 56 NS

SOS Urgent, jeune femme avec en charge, 3 handicapés à 100 % moteur, besoin de **couches Adultes**. Tél.: 0551 06 73 11

SI VOUS VOULEZ RÉGALER VOS INVITÉS EN TOUTES OCCASIONS. - POUR DES REPAS SAVOUREUX - FAITES APPEL À UNE DAME AU : 0550 35 17 42 NS.

CYLKA - Soins à domicile
• Ambulance 24h/24 • A votre disposition et assurés par une équipe médicale et paramédicale qualifiée
• Consultation médicale • Kiné • Soins infirmiers, post-opératoires • Prélèvements, analyses et résultats
• Conseil, orientation, accompagnement aux hôpitaux d'Alger • Garde-malades.
Appelez-nous au : **0550 40 14 14**

OFFRES D'EMPLOI

Restaurant à Alger cherche : - Chef cuisinier - Pizzaiolo - Serveurs - Tél.: 0558 77 33 86 - 0781 62 09 00 NS

Restaurant à Saïd-Hamdine recrute femme de ménage à temps plein, déclarée. Tél.: 0541 05 97 92 NS

Cherche ingénieur en électronique ayant un visa Schengen en cours de validité. - Envoyez CV à : sarlinolab@gmail.com

SOS Safaâ, handicapée moteur à 100 %, âgée de 16 ans, demande à toute âme charitable de l'aider en lui procurant des **couches adultes medium (moyennes) + Sonde n° 08 auto-sondage - Merci.** Allah vous le rendra. Tél.: 0552 57 05 26

SOIR DE LA FORMATION

INSTITUT DE FORMATION EN HÔTELLERIE ET TOURISME. Agréé par l'Etat 004/DFP/RA/06.01.2003. Partenaire officiel Institut Pyramide de formation en hôtellerie en Tunisie, lance des formations théoriques et pratiques en cuisine et restaurant, avec des stages pratiques dans les plus grandes chaînes hôtelières en Algérie et en Tunisie. **HEBERGEMENT GRATUIT EN TUNISIE.**
- Siège social en Algérie : 38, rue Rahli-Messaoud, M'douha, Tizi-Ouzou. Téléphone : 0553.85.07.64 / 0674.60.44.68
- Siège social en Tunisie : Route de Raoued, Ariana, Tunis. Téléphone : 00.216.58.13.87.25 / 00.216.71.75.74.05 / 00.216.25.63.45.07 F107996/B13

PROF MATHS, PHYSIQUE, individuel, programmes algérien & français. - Tél.: 0771 27 40 84 F147034

PENSÉE

Cinq années se sont écoulées depuis ton départ pour l'éternité, mais pour moi, nous, c'est comme si elles n'ont jamais existé, car tu es toujours vivant dans nos cœurs.



Repose en paix. Pensée pour **Mouffok Mouloud.** Sa famille

R107994 B/13

PENSÉE

A notre chère mère, grand-mère, belle-mère

M^{me} V^{ve} Boucherit née Yekhlef Fatima

Cela fait déjà 6 années depuis que tu nous as quittés.



En ce 27 février 2019, tes filles, Houaria, Fadila, ton fils Tahar, ton gendre Redouane, tes petits-enfants Amel et Bachir demandent à tous ceux qui t'ont connue et aimée d'avoir une pieuse pensée pour toi.

Nous prions Dieu le Tout-Puissant de t'accueillir en Son Vaste Paradis.

Repose en paix chère mère, grand-mère et belle-mère.

REMERCIEMENTS

Cela fait 2 mois que notre cher et regretté **AÏT-AHCÈNE AMAR IDIR** a été rappelé à Dieu, silencieusement, à l'aube du 4 janvier 2019.

Les familles Aït-Ahcène, Temim et Dendani expriment leurs vifs remerciements à la famille, les amis et les connaissances qui, par leur présence, leurs écrits, ou leurs pensées, ont témoigné de leur soutien, leur amitié, suite à ce deuil qui les a affectés.

Flan pâtissier comme chez le boulanger

Pâte Brisée express :
150 g de farine, 75 g de beurre en dés et en pommade, 1/2 cuillère à café de sel, 1 sachet de sucre vanillé, 8 cl d'eau

Flan :

1 litre de lait demi-écrémé, 160 g de sucre, 2 sachet de sucre vanillé, 100 g de maïzena, 1 cuillère à café d'arôme de vanille liquide, 1 gousse de vanille, 3 œufs

1 - Préchauffez le four à 180°. Mélangez tous les ingrédients de la pâte Brisée jusqu'à obtenir une boule homogène. Farinez le plan

de travail et étalez la pâte Brisée à l'aide d'un rouleau à pâtisserie. Disposez-la dans un moule à manqué (pour moi un gros cercle de présentation avec une base) et réservez-la au frigo le temps de confectionner la crème pour le flan.

2 - Fouettez 125 ml de lait avec les œufs, la maïzena et la vanille liquide (vitesse 2 au kitchenaid). Pendant ce temps, faites bouillir dans une petite casserole le reste de lait avec les sucres et la gousse de vanille coupée en 2 dans le sens de la longueur. Tout en continuant de fouettez le mélange œufs/lait/maïzena, rajoutez votre



lait sucré bouillant (ôtez préalablement la gousse de vanille ! Et laissez faire votre robot-batteur 15 secondes.

3 - Versez la préparation ainsi obtenue dans la casserole et

remettez sur feu moyen, sans cesser de mélanger, environ 1 minute afin que le mélange épaississe légèrement (si la préparation cuit trop vite et forme des "morceaux", arrêtez la cuisson et re-fouettez de nouveau pour uniformiser la crème !

4 - Versez la crème sur la pâte et enfournez pour 40 minutes. Au bout de 30 minutes, recouvrez d'une feuille de papier aluminium pour que le flan ne soit pas trop grillé au dessus.

Pour finir Laissez refroidir avant de démouler... Et dégustez bien frais !

BON À SAVOIR
Sachez quand ne pas traiter les symptômes



En effet, il n'est pas toujours conseillé de traiter les symptômes. Premièrement la fièvre, fatigante, douloureuse; celle-ci ne mérite toutefois pas toujours d'être traitée. Une fièvre inférieure à 38,5°C, si elle reste bien supportée, peut contribuer à tuer plus rapidement les agresseurs (bactéries,...) on pense que le sang circule plus rapidement et efficacement dans le corps et détruit les bactéries. La toux ne mérite également pas toujours qu'on la soigne, notamment une toux grasse car cela fait sortir le mucus et par conséquent les bactéries.

Prévention urinaire : ce qu'il faut savoir très tôt



Photos : DR

Comment est faite notre anatomie ? Que signifient certaines sensations ? Si nous savions tout cela dès le début de notre vie de femme, nous éviterions plus facilement les «soucis urinaires» à répétition. Voici quelques conseils :

Beaucoup de femmes ont des ennuis sur le plan urinaire ? Oui, la question de la cystite est fréquente. Si le problème devient récidivant, c'est un vrai souci. Il y a un inconfort réel et inquiétant qui peut retentir

sur la qualité de la vie quotidienne et intime. Le recours aux antibiotiques ne doit se faire qu'à bon escient. C'est pourquoi nous faisons une grande place à la prévention.

Quel est le premier conseil ?

- Apprendre aux femmes à écouter leur corps, afin de réagir dès les premiers signes : une impression de gêne, de brûlure à la miction, ou plus souvent une lourdeur dans le bas ventre. Les femmes attentives à leurs sensations corporelles doivent alors augmenter leur quantité de boisson et prendre des mesures appropriées.

Et la phytothérapie ?

- En plus de boire abondamment, de nombreuses femmes apprécient l'aide des plantes telles que la cranberry (ou canneberge)...
- Écouter son corps, c'est aussi penser à la "pause-pipi" !
- En effet, certaines femmes semblent oublier les besoins élémentaires du corps. Ce comportement, assez spécifiquement féminin, est lié à la pression quotidienne au travail ; il est également dû au manque d'hygiène dans les lieux publics, en milieu scolaire.

Quelles sont les conséquences de cet «oubli» ?

La vessie sous tension est en souffrance. De plus, en l'absence de vidange, les germes s'accumulent.

Que dire aux «femmes pressées» ?

Pensez à vous rendre aux toilettes plusieurs fois par jour et donnez-vous le temps de bien vider la vessie – sans forcer pour aller plus vite ! Détail à rappeler : après une selle, l'essuyage se fait vers l'arrière, pour éviter d'amener des germes intestinaux vers la vulve et l'orifice urinaire.

La sexualité ?

Beaucoup de dames souffrent de cystite lors des premiers rapports. Mieux vaut connaître leur anatomie et à prendre conscience de la zone périnéale. Le contrôle des muscles du périnée permet des rapports non douloureux, donc un moindre risque d'inflammation de l'urètre. On peut suggérer l'emploi d'un lubrifiant, comme l'huile d'amande douce. Je rappelle enfin de vider la vessie avant, pour

diminuer la pression interne, et après, pour évacuer les germes.

Et pour ce qui est de l'hygiène intime ?

L'emploi d'un savon approprié évite d'irriter les muqueuses. Par ailleurs, il faut signaler le rôle de l'alimentation et de l'hygiène de vie dans la prévention des problèmes urinaires.

Gratin de riz aux légumes

Pour 6 personnes : 3 grosses carottes, 100 g de petits pois, 2 poireaux, 1 gros oignon, huile, 300 g de riz, 60 cl de bouillon de volaille, beurre, 150 g de gruyère râpé, 4 œufs, 1 bouquet de persil, 1cuil. à café de paprika, sel et poivre



Peler et couper les carottes, les poireaux et l'oignon en dés. Les faire revenir dans une sauteuse avec 3 cuil. à soupe d'huile. Verser le riz, poivrer, saupoudrer de paprika et mouiller avec le bouillon. Cuire pendant 20 min à couvert sur feu doux. Laisser refroidir. Battre les jaunes d'œufs avec 80 g de beurre mou, ajouter 100 g de râpé, le persil haché et mélanger le tout avec le riz. Incorporer les blancs montés en neige. Verser cette préparation dans un plat à gratin, parsemer du reste de fromage et de noisettes de beurre, puis faire gratiner 15 min dans le four préchauffé à 210 °C.

Cosmétiques : dépassée la date d'utilisation, quels sont les risques ?



Cela dit, rassurez-vous, si les cosmétiques sont utilisés au-delà de leurs limites, les conséquences ne sont pas gravissimes, même si elles risquent d'être parfois embarrassantes. Les produits de maquillage ne sont jamais périmés au point de nuire, mais leur action, leur onctuosité et leur parfum s'altèrent avec le temps. Les deux principaux écueils se manifestent par un risque d'allergie et une efficacité diminuée. Pour vous donner une idée : les mascaras, eye-liners et rouges à lèvres tiennent environ un an. Le

vernis à ongles peut être conservé durant deux ans, les fonds de teint peuvent s'utiliser un an (voire deux s'ils sont soigneusement conservés), les poudres quatre ans et les crayons encore plus longtemps. Pour bien conserver vos produits, refermez-les correctement, stockez-les à l'abri de la lumière et tenez-les à l'écart de toute source de chaleur. Vérifiez aussi qu'ils n'ont pas changé de consistance, de couleur ou d'odeur (si tel est le cas, débarrassez-vous-en, ils sont probablement périmés depuis longtemps).

Mark Zuckerberg et le cinquième mandat

Autour de la soudaine sortie de larges pans du peuple algérien pour arrêter le cinquième mandat, il y a une nouvelle littérature, des réactions de toutes sortes, des images et des vidéos qui accompagnent ce formidable mouvement à nul autre pareil et qui méritent que l'on s'y attarde un peu pour comprendre cette actualité frétilante et surchargée. Car les explications des «connaisseurs» et autres experts de pacotille, les comparaisons avec d'autres pays arabes ou du tiers-monde et les fumisteries des chaînes TV financées par des forces occultes passent souvent à côté du sujet. Même les dirigeants algériens, qui n'ont rien vu venir, ne semblent pas saisir la portée de ce mouvement qui les emportera sûrement s'ils ne réagissent pas rapidement avec la sagesse et la responsabilité qu'exigent de tels défis.

Nous ne sommes pas en présence d'une révolution, ni d'un soulèvement populaire, ni d'une insurrection. Il n'y a aucun printemps à l'horizon hormis celui prévu par le cycle naturel des saisons. Le printemps arabe, qui est une manipulation machiavélique des forces rétrogrades alliées au sionisme et à l'impérialisme, ne nous concerne pas. Nos printemps, nous les avons vécus des décennies avant les Arabes. Le printemps kabyle d'abord en 1980, puis le soulèvement de la jeunesse le 5 Octobre 1988 et, enfin, le printemps noir du début des années 2000, sont là pour témoigner de l'avance prise par le mouvement citoyen algérien, y compris sur les pays d'Europe de l'Est qui n'ont pu abattre leurs partis uniques qu'en 1989 (chute de Ceausescu et du mur de Berlin).

Avant tous les autres, la jeunesse algérienne a pu démonter le système du parti unique et imposer une ouverture démocratique qui fut rapidement gangrenée par l'autorisation de partis religieux, pourtant, interdits par la nouvelle Constitution de l'époque. Ce fut l'époque d'une période trouble que la presse occidentale qualifie de «guerre civile» alors qu'elle ne mettait aucunement deux armées structurées et représentatives. C'était la guerre du peuple contre un terrorisme féroce et sanguinaire, financé par l'Arabie Saoudite et le Qatar. Nous sommes, encore, les premiers à recevoir les coups de ce terrorisme d'un nouveau type qui fera, quelques années plus tard, l'actualité à travers grands et petits pays.

La période qui s'ensuit est marquée par la restauration d'un système de parti unique pire que le précédent puisque chapeauté par une personnalité plus proche des monarques absolus que des leaders

communistes ! Les mandats succèdent aux mandats avec du bon, du moins bon et, franchement, du mauvais comme signalé dans nos écrits depuis vingt années. Même lorsque le Président tombe malade et qu'il ne parle plus, différents subterfuges dignes d'Hollywood continuent d'animer la scène politique et les médias audiovisuels. Mais les scénaristes ne savaient certainement pas que le peuple savait. Sa patience semble à bout et, désormais, il veut un Président présent et actif. C'est ce que nous comprenons des mots d'ordre scandés par les manifestants depuis quelques jours et nous espérons que les personnalités du camp présidentiel les entendent aussi clairement que nous.

Il y a deux possibilités devant eux : permettre une sortie honorable au président de la République en retardant les élections et en cherchant une personnalité crédible qui les représentera ou alors tenter le passage en force et risquer de tout souffler ! Nous disions que nous ne sommes pas en présence d'un scénario habituel car ces manifestations n'ont rien à voir avec ce qui est connu dans les pays du tiers-monde. Quand la foule en a marre, elle sort pour tout casser et imposer par la force du nombre et la violence ses propres solutions. Mais la foule algérienne défile calmement, avec des slogans précis qui expriment exclusivement une nette opposition au cinquième mandat, et pas autre chose. Cette foule se disperse sans une vitre cassée, avec le sourire et la satisfaction du devoir citoyen accompli puis rentre benoîtement chez elle, cela n'a rien à voir avec la révolution; cela ressemble aux marches des citoyens américains, allemands et français et c'est cela qui est nouveau. Le pouvoir algérien est face à une opposition populaire consciente et pacifique. Il lui appartient de la traiter en tant que telle ou de la transformer en force révolutionnaire, ce que personne ne souhaite.

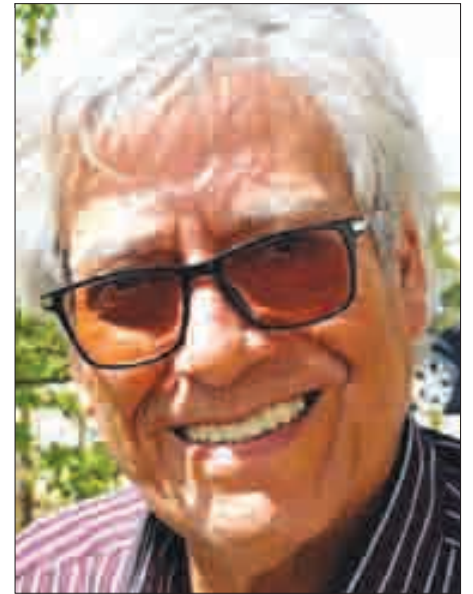
Il est vrai que toute solution politique impose non seulement une dose de sagesse et de lucidité mais exige aussi un sens de responsabilité qui permet de construire des ponts entre les antagonistes afin que, d'un dialogue franc et direct, puissent surgir des solutions acceptées par tous. Mais ce mouvement naissant, d'origine non connue, n'a aucune paternité, ni couverture politique quelconque. Nous sommes en présence de phénomènes nouveaux nés au cœur de la Toile, portés par les bifurcations souterraines des fibres optiques et la folle cavalcade des octets : en moins d'une seconde, un message anonyme arrive à des milliers de personnes qui, à leur tour, le transmettent, chacun, à des milliers

d'autres qui... Telle une toile d'araignée infinie, ce monde magique de l'internet permet aux idées d'arriver à des millions de personnes en quelques secondes. Et face à cette nouvelle réalité, il est franchement ridicule de raisonner encore avec les concepts du XX^e siècle !

L'un des exemples les plus grotesques de ces réactions d'un autre âge est la censure audiovisuelle de ces marches ! Comme si les jeunes regardent encore le JT du 20 heures ! A l'heure de ce sacrosaint rendez-vous de l'info (pour les anciennes générations), il se sera passé près de douze heures depuis que les premiers marcheurs ont pris possession de la rue. Douze heures, c'est-à-dire 720 minutes ou 43 200 secondes ! A chaque seconde, plusieurs messages Facebook ou Twitter, des photos, des vidéos Youtube auront fait le tour de l'Algérie et du monde pour porter les nouvelles des manifs ! Le smartphone, arme d'information massive, permet à des millions de jeunes de partager ce qu'ils vivent instantanément ! L'autre force de ce nouveau système de communication est la réactivité : lire, voir et réagir à la seconde près ! Et face à ce déploiement extraordinaire de technologie et d'échanges simultanés d'infos, vous avez des personnes qui continuent de donner des ordres pour censurer ces mêmes images vues et commentées des millions de fois !

Nous sommes face à des défis nouveaux ! Nous sommes face à une jeunesse qui n'a pas connu le 5 Octobre, ni le départ de Chadli et qui était probablement trop jeune pour comprendre ce qui se passait dans l'Algérie des années 90. C'est une jeunesse marquée par les clips Youtube et les tendances post-raï de la musique, une jeunesse qui déserte la télévision pour l'écran, étroit mais ô combien riche, des smartphones. C'est la génération Bouteflika qui n'a connu qu'un seul Président : celui qu'elle n'entend pas parler, ne voit pratiquement plus et qui s'impose pourtant à elle à travers des manipulations médiatiques d'un autre âge. C'est cette jeunesse aujourd'hui qui crie et se soulève contre le ridicule des cadres qu'on offre à un cadre en bois, des un cheval ou d'un dromadaire qu'on offre à un portrait officiel, de cadeaux divers qu'on offre à une photo ! Si la folie a gagné tous ces partisans égarés sur la voie de l'indignité, la jeunesse prouve qu'elle est saine. Elle demande le départ du cadre pour un vrai personnage. C'est aussi simple que cela.

La sagesse voudrait que l'on comprenne son message car c'est un appel à la raison qui vient paradoxalement des plus jeunes. Mais il n'est pas sûr que des gens



Par Maâmar Farah
farahmadaure@gmail.com

retirés dans leur tour d'ivoire puissent comprendre ces quatre mots «Non au cinquième mandat !» Ils se bouchent les oreilles pour que ce «blasphème» ne perturbe pas leur sommeil. S'ils ne font pas preuve de sagesse et de responsabilité pour laisser Abdelaziz Bouteflika se retirer dans la dignité et aller se reposer, ils porteront la responsabilité des graves dérapages qui pourraient résulter de leur inconscience. Evidemment, à ce moment-là, leurs avions seront prêts à décoller. Mais quel pays nous laisseront-ils ?

M. F.

P. S. : à lire ou à relire la conclusion d'une vieille chronique (22 avril 2004) : «Mais le Système, si sûr de lui, si mûr, si puissant, entouré d'experts de tout acabit et pourvu de moyens technologiques évolués, peut être surpris par ces pions qui, de temps à autre, dans les échiquiers dévastés par l'injustice et la corruption, se prennent pour des fous ! La tempête peut naître n'importe où, n'importe quand, pour n'importe quoi. Elle sera citoyenne ou ne sera pas. Et ce mot fait très peur au Système. Quant à la "démocratie" et à ses partis — je le martèle sans cesse ici depuis une année —, elle ne lui causera aucun tort. Puisque c'est son meilleur truc pour durer !»

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam



Retourner le fleuve détourné !

Mourir pour le cachir, d'accord, mais de mort lente, d'accord !

Poème de l'Auvergnat

Je rédige un mercredi. Pour être publié le jeudi. Le vendredi 1^{er} mars, c'est demain. Je ne sais pas comment va se dérouler la manifestation. Je ne peux pas le savoir. J'entends ici ou là que cette journée du vendredi sera déterminante pour la suite. C'est là, justement, où j'ai un avis différent. Perso, je n'ai presque plus besoin d'attendre le 2^e vendredi. Presque pas, wallah ! Parce que, dans mes oreilles, le vacarme formidablement emplissant du mur de la peur qui s'est effondré le vendredi 22 m'emplit encore les oreilles et le cœur et les jambes. Même si les jambes ne suivent plus, forcément. Il est désormais écrit dans l'Histoire toute fraîche de la 2^e République dézédienne qu'il y aura un avant et un après 22 ! Sauf à vouloir un bain de sang, rien ne pourra être comme avant. Sauf à souhaiter le chaos pour le pays, celui ou ceux qui dirigent encore cette contrée ne peuvent pas faire comme si le cours tranquille de leur non-gouvernance n'avait pas été détourné. *Le Fleuve détourné* ! Je suis sûr que Rachid Mimouni aurait aimé voir les foules récupérer les bras détournés de ce fleuve, détournés dès l'aube de l'indépendance et leur imprimer de

nouveaux cours, des bras neufs, des voies inexplorées et impétueuses de créativité. Rachid aurait aimé ! Alors, oui ! L'histoire du nouveau fleuve est déjà écrite. Il pourrait ne rien se passer demain, que tous nous soyons frappés d'interdiction de sortir et de respirer que le battement de la rue reconquise continuera ! Il ne sert à rien, comme ils le font à tour de postillons, de nous menacer du haut de leurs estrades et promontoires d'opérette et de «m'ssamriïâtes». «Alli yederbak may'goulek ! » Celui qui veut te frapper, ne te prévient pas, traduit grossièrement dans le parler de bladi. J'écris mercredi. Pour être publié jeudi. Mais déjà, avant même d'ouvrir les yeux vendredi, je puis vous jurer deux choses : je n'ai plus peur de la suite ni ne craint pour le battement lourd du cœur de la rue. Et samedi, ensemble, nous fumerons encore du thé pour rester éveillés à ce cauchemar qui continue.

H. L.

P. S. : une pensée aujourd'hui pour un grand homme. Le 26 février 2018, s'en allait Abdelhak Bererhi. Sa voix au téléphone, ou lorsqu'il passait nous voir dans les salles d'audience, les jours de procès ou les soirs de justice nocturne, résonne encore dans ma tête. Il me manque. Beaucoup.

Le Fumeur de Thé